Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 28, DIM 29, LUN 30 AVRIL 1979 - N°905 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Contre le chômage, contre la vie chère, contre les atteintes aux libertés démocratiques

UNE SEULE VOIE: LA LUTTE

Dunkerque, Denain, Longwy, Fos... les actions se sont poursuivies cette semaine dans la sidérurgie, malgré les manœuvres et la répression patronales. A la veille de ce 1er mai, elles réaffirment la volonté exprimée ces derniers mois au sein de la classe ouvrière, d'agir pour construire un rapport de forces capable de faire échec aux plans d'austérité et de chômage de la bourgeoisie.

• Voici un peu plus d'un an, profitant des difficultés matérielles imposées à la classe ouvrière par sa politique économique et profitant de l'échéance électorale de mars 78 au nom de laquelle partis de gauche et directions syndicales avaient appelé durant une longue période, la classe ouvrière à «patienter», la bourgeoisie espérait pouvoir faire admettre presque en silence le renforcement de l'exploitation et le gonflement incessant du chômage.

Mais ces derniers mois ont vu se multiplier les actions massives et résolues pour s'opposer aux licenciements et au chômage. En particulier, face à l'aggravation de la crise marquée par l'annonce en décembre, de dizaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie et la mise en cause de l'avenir de régions entières comme la Lorraine, les travailleurs ont riposté énergiquement. Les initiatives prises ces derniers mois pour être à l'offensive, telles les opérations coup de poing de Longwy —rompant avec les pratiques du type manifestations-promenades voulues par les directions des confédérations syndicales— l'écho et le soutien qu'elles ont rencontrés dans la population, sont le symbole de cette résistance populaire au chômage qui a commencé à se forger. La sidérurgie n'est d'ailleurs pas le seul secteur où cette résistance s'est manifestée avec force, comme l'ont montré les luttes de Brisonneau, de Ericsson à Brest et bien d'autres.

Cette voie de la lutte qui s'affirme malgré les obstacles, encore nombreux, à surmonter, c'est celle qu'il faut poursuivre et consolider à l'occasion de ce 1er mai.

• Cette lutte dérange les plans de la bourgeoisie : celle-ci ne s'y est pas trompée. En témoignent les multiples atteintes qu'elle porte aux libertés conquises de haute lutte par le mouvement ouvrier. Outre la succession des atteintes aux libertés syndicales, avec les licenciements de délégués, les interventions policières contre les travailleurs en lutte, expulsés de leurs usines ou inculpés, il y a la dangereuse directive de mars du président de la République, qui vise à interdire le droit de manifestation dans le centre des villes. Une décision qui a pris prétexte de la manifestation du 23 mars, au cours de laquelle les affrontements furent délibérément suscités par le biais de provocations policières incessantes. Par l'agression délibérée contre plusieurs milliers de travailleurs manifestant contre le chômage, par les inculpations frappant au hasard, qui ont suivi, par la mise en cause du droit de manifester, le pouvoir cherche en fin de compte, aussi bien à discréditer les secteurs ouvriers les plus combatifs qu'à démontrer que toute résistance est vaine. Le droit de grève lui-même se voit remis en cause aujourd'hui par le Premier ministre et le Parlement, à la suite des dernières luttes dans les services publics, dont la grève des centres de tri de la région parisienne, la plus importante depuis 1974.

La résistance résolue et efficace à la violence patronale, à celle de l'Etat bourgeois, comme à Longwy ou à Denain, nous montre aussi le chemin pour défendre ces libertés.

• Les travailleurs immigrés sont aussi, à l'heure actuelle, une des cibles favorites du pouvoir. Qu'il s'agisse des procès contre les travailleurs des foyers SONACOTRA, de leur expulsion par intervention brutale des CRS, ou qu'il s'agisse des récentes mesures envisagées pour réduire le nombre des immigrés, dont 300 000 sont estimés en haut lieu «en situation irrégulière». Il faut combattre résolument ces manœuvres, qui visent une nouvelle fois à diviser, à freiner la lutte contre le chômage et l'exploitation.

A l'occasion du 1er mai, réaffirmons la nécessaire unité de la classe ouvrière et autour d'elle l'union de toutes les couches du peuple qui veulent en finir avec cette société d'exploitation et d'injustices : ainsi, la jeunesse, dont le capitalisme bouche l'horizon, les femmes, premières frappées par le chômage et victimes d'une oppression spécifique, qui voient aujourd'hui menacés les acquis aussi limités que l'actuelle législation sur l'avortement.

• Pour développer la lutte aujourd'hui, il faut déjouer les manœuvres des partis bourgeois de droite et de gauche. Tous, RPR, UDF, PS, PCF donnent actuellement le spectacle de leurs divisions politiciennes, masquant mal leur impuissance face à la crise de l'impérialisme français.

Mais, mars 78, la faillite du «programme commun» ont porté un coup à ceux, PCF en tête, qui, pendant des années, ont présenté aux travailleurs l'échéance électorale comme la solution.

Face à tous ces partis qui ont tout fait pour étouffer et diviser les luttes, les travailleurs doivent affirmer l'indépendance de leurs actions et leurs aspirations à une société nouvelle, socialiste.

• A l'occasion de ce 1er mai 1979, nous manifestons aussi pour affirmer que ce combat est solidaire de celui que mènent l'ensemble des peuples contre l'impérialisme, et pour dénoncer les dangers de guerre que fait courir au monde la rivalité des deux superpuissances.

Nous sommes solidaires de la lutte des peuples pour leur indépendance, solidaires de la lutte des peuples qui édifient le socialisme, dont le peuple chinois qui, sous la direction de son parti communiste, œuvre à faire de la Chine un pays socialiste développé.

Les peuples doivent faire face aujourd'hui aux préparatifs de guerre des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale, aux tentatives de l'URSS de prendre pied partout où l'impérialisme US a été chassé, comme en Erythrée, ou au Cambodge, victime de l'agression vietnamienne appuyée par l'URSS. Nous sommes solidaires de la résistance de ces peuples.

Alors que l'Europe est l'enjeu-clé de la rivalité USA-URSS, nous soutenons la résistance en Europe aux ambitions des deux superpuissances, les mesures d'unité qui vont dans ce sens. Nous combattons les compromissions des bourgeoisies européennes. Avant tout, nous devons développer la solidarité, avec les prolétariats d'Europe occidentale, avec leurs luttes anticapitalistes et pour le socialisme, dont la victoire est le meilleur garant de l'indépendance.

REVUE DES REVUES

L'EXPRESS

L'armée rouge superpuissance

Il est déjà arrivé que certains grands organes de presse proches du pouvoir évoquent en termes détaillés la puissance militaire soviétique. *L'Express* y revient cette semaine, avec cependant deux éléments nouveaux, et importants : d'une part, un début de compréhension de la stratégie du social-impérialisme envers l'Europe, et d'autre part, une critique, plus poussée qu'à l'ordinaire, des positions de compromission de la bourgeoisie française.

Nous citons ci-dessous un extrait de l'éditorial de J.F. Revel, puis une description de la stratégie soviétique, vue par *L'Express*.

Le plus moderne des chars en service : le T 72, 41 tonnes, 100 km/h, 500 km d'autonomie. Son successeur, le T 80, est déjà aux essais.

De l'Angola à l'Ethiopie, du Yemen à l'Afghanistan, les événements d'Afrique et d'Asie démontrent amplement, depuis trois ans, l'existence d'une «grande stratégie» soviétique. Assez prudente pour ne pas mettre au défi les Occidentaux. Mais assez audacieuse pour ne pas reculer devant l'emploi des grands moyens : l'utilisation massive d'un corps expéditionnaire cubain, l'envoi d'armes ultra-modernes par ponts aériens, la conduite des opérations sur le terrain par des généraux soviétiques.

En ce début d'année, l'URSS continue, méthodiquement, d'assurer son emprise sur certaines régions clefs. Mais la révolution iranienne, le conflit sino-vietnamien, les suites de la paix au Proche-Orient mobilisent l'attention des gouvernements occidentaux. Et certains développements de la stratégie de Moscou passent presque inaperçus.

Ainsi, au mois de février, Erich Honecker, le leader est-allemand, fait une grande tournée africaine, de la Libye au Mozambique, en passant par l'Angola et la Zambie.

La République démocratique allemande est aujourd'hui l'un des instruments les plus efficaces de l'action de l'URSS en Afrique : création de réseaux d'espionnage et de services de sécurité interne en Angola, au Mozambique, en Guinée Bissau, au Yemen du Sud, en Ethiopie. «Coopération» politique : organisation des partis, prise en main des syndicats, des organes de propagande, de certains secteurs de l'enseignement. Assistance militaire, enfin : les Allemands de l'Est jouent en Afrique — pour le compte du KGB et de l'Armée rouge — un rôle majeur dans les transmissions, le génie et la marine. On cite le chiffre de 5 000 conseillers. Les services français ont eu les preuves de leur participation active au lancement de la seconde invasion du Shaba, au Zaïre, l'an dernier.

Certes, le gros de l'effort militaire mené par l'URSS en Afrique repose toujours sur le corps expéditionnaire cubain.

Selon les sources américaines, il y a 45 000 Cubains répartis entre les treize pays africains : soit le quart de l'armée de La Havane. Deux gros contingents : 20 000 soldats et 5 000 conseillers en Angola — où ils tiennent à bout de bras le régime Neto — et 19 000 en Ethiopie, où, malgré les hésitations initiales de Fidel Castro, ils ont participé à l'offensive contre la résistance érythréenne.

Les Soviétiques tiennent désormais de solides positions sur la route du pétrole. Au Yemen du Sud, par exemple. Le mois dernier, les troupes de cette petite république populaire inféodée à Moscou ont attaqué le Yemen du Nord, une république islamique soutenue par l'Arabie séoudite et les Américains. Les douze cents conseillers soviétiques orchestraient la manœuvre destinée à faire pression sur les Séoudiens.

En Afghanistan, l'URSS a décidé de «mettre le paquet» pour sauver le régime prosoviétique du président Mohammed Taraki : les hélicoptères lourds et les véhicules blindés acheminés à Kaboul ces dernières semaines en portent témoignage.

L'activisme du pouvoir soviétique n'est apparemment pas ralenti par les absences du n°1 du Kremlin. Plus à l'Est encore, des navires de guerre russes ont mouillé pour la première fois, au début du mois, dans la baie de Cam Ranh, au Vietnam. Sans doute grâce au conflit sino-vietnamien, l'URSS est sur le point d'atteindre un de ses objectifs les plus chers : l'utilisation de la meilleure base navale de la côte asiatique, équipée à grands frais par les Américains. Si tel est le cas, les possibilités de la flotte soviétique du Pacifique, libérée du souci de relâcher à Vladivostok, seront décuplées.

L'an dernier, déjà, le livre blanc de la Défense japonais signalait que le renforcement de cette flotte (750 navires contre 55 pour la VII[e] Flotte américaine) constituait «une menace directe contre les voies maritimes japonaises».

La Russie, remarquent certains experts, souffre d'un complexe d'encerclement. Pour les Européens, les Chinois et les Japonais, sa stratégie d'encerclement est plus visible que son complexe.

Que l'on écoute parler de la défense le président de la République française, Georges Marchais, François Mitterrand ou Jacques Chirac, une impression domine : le thème de la menace soviétique est tabou. Ce n'est pas le moindre succès de l'Union soviétique, au cours de cette décennie, que d'avoir imposé aux Européens de l'Ouest le dogme de sa «volonté de paix».

La foi en ce dogme est de temps en temps troublée par une fausse note : au cours de ces années de «détente», la puissance militaire soviétique a dépassé celle de l'Occident ; du moins, à coup sûr, et largement, celle de l'Occident européen. Pour concilier cette désagréable et «réactionnaire» constatation avec le postulat de l'inaltérable volonté de paix des Soviétiques, on a donc fabriqué un tranquillisant souverain : expliquer leur expansionnisme et leur militarisation par un «complexe d'infériorité» et une «hantise de l'encerclement». La conquête de l'Afrique, la mainmise sur l'Afghanistan, l'envoi de la Légion cubaine, ou est-allemand, de plus en plus loin sur le globe, l'omniprésence de la marine soviétique sur et sous tous les océans relèveraient de la psychothérapie. Les Soviétiques auraient besoin de cet onguent martial pour trouver la sérénité.

Le devoir des Occidentaux, dès lors, serait de ne pas compromettre cette cure et d'épargner toute contrariété à un psychisme aussi fragile. Le traitement comporte, certes, vous concédera-t-on, l'élévation incessante du plafond des armements et des forces russes. Mais il serait de mauvais goût de ne pas fermer les yeux sur ces innocents hochets de la détente, et vulgaire de considérer le gigantesque déploiement guerrier des Soviétiques sous le seul angle militaire. Il s'agirait plutôt d'une branche inexplorée de la médecine des âmes. Et, si arsenal il y a, c'est un arsenal thérapeutique.

Dans ce cas, la médecine socialiste est bien armée. L'ampleur de ses moyens est telle qu'elle suffit à réfuter les thèses optimistes. Par exemple, celle de Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate ouest-allemand, selon qui les armées soviétiques auraient un caractère purement défensif. Hélas ! les faits parlent trop clair : tant par son matériel que par ses plans stratégiques, l'armée soviétique est bel et bien conçue en vue d'une guerre offensive. Tout comme la flotte. Constater cette réalité n'est pas combattre la détente. C'est seulement refuser de donner au mot détente le sens de futur protectorat soviétique sur l'Europe occidentale. (...)

ECONOMIE POLITIQUE

L'échec des réformes économiques dans les pays de l'Est

Pour tenter de justifier le «bilan positif» des pays de l'Est, chaque journal du PCF y va de sa démonstration. Ainsi *Economie et Politique* a-t-il la difficile tâche de prouver l'aspect positif du bilan dans le domaine de l'organisation du travail.

LES REFORMES ECONOMIQUES

Elles ont été mises en place progressivement dans les années soixante. Elles visaient à promouvoir une croissance plus intensive et cherchaient à remédier à l'insuffisance de la productivité, aux gaspillages, aux décalages entre offre et demande et à l'insuffisance de la qualité.

Les modalités et l'application des réformes ont beaucoup varié suivant les pays et n'ont été que partielles.

Le postulat sur lequel reposaient les réformes économiques, était qu'à terme la recherche exclusive d'une croissance élevée en volume finit par être contradictoire avec l'objectif lui-même. D'autres objectifs plus qualitatifs (rentabilité, productivité, adaptation à la demande, etc...) doivent prendre le pas. Or, en fait, dans de nombreux pays, et notamment en URSS, il est resté primordial. Un économiste soviétique utilisa l'image suivante : l'indice de la croissance en volume est sorti par la porte et rentré par la fenêtre.

La recherche de la croissance intensive suppose une forte décentralisation au profit des entreprises. Or, nulle part, sauf peut-être en Hongrie, elle n'a été poussée assez loin et, par exemple, la création de liens entre clients et fournisseurs n'a pu se faire correctement. Les réformes économiques ont notablement amélioré la situation à la fin des années soixante mais leur effet s'est assez vite épuisé, moins parce qu'elles ont échoué que parce qu'elles n'ont pas été appliquées jusqu'au bout.

LA DEMOCRATIE

Recherche de la qualité et de la productivité suppose une forte intervention des travailleurs.

Des efforts ont été déployés pour la favoriser. Deux exemples peuvent être fournis : le mouvement des novateurs et le système des contre-plans.

Les novateurs sont ceux qui cherchent à introduire dans leur travail ou dans leurs entreprises des innovations techniques. Ce mouvement touche un grand nombre de personnels dans tous les pays (29 % de la population active de la RDA en 1975), et son apport dans l'économie est très important.

Par la procédure du contre-plan les travailleurs peuvent influer sur l'avenir de leur entreprise. Lorsque les projets élaborés par les organismes du plan sont connus, ils peuvent proposer une révision en hausse des objectifs, définissent leurs besoins supplémentaires (en fournitures, investissements...) et si leurs propositions sont acceptées, des modifications sont apportées en conséquence. Cette procédure est plus particulièrement utilisée en RDA.

La nouvelle Constitution soviétique prévoit la création de comité de travailleurs (ces comités n'existent pas encore). Il s'agit très probablement d'un nouveau cadre pour la démocratie à l'entreprise. Reste à savoir comment il sera rempli.

En fait, cette intervention des travailleurs n'existe guère que dans la mesure où elle est immédiatement utile pour l'entreprise. C'est un cadre certainement trop étroit pour permettre à l'initiative de chacun de se développer pleinement ; il ne fait pas de doute que l'économie de ces pays en pâtit.

SIDERURGIE

Dans la sidérurgie, en cette veille de 1er mai, les luttes se poursuivent sur les différents sites et bassins. A Fos, après l'intervention des sidérurgistes, mercredi, à l'Union des industries métallurgiques de Martigues, les représailles patronales n'ont pas tardé : la baraque d'accueil des grévistes a brûlé dans la nuit suivante. A Fos comme dans les autres unités sidérurgiques, le patronat ne veut pas bouger d'un pouce sur ses positions. Tout, sauf un précédent qui pourrait donner des idées ailleurs, telle est sa tactique. Pour les travailleurs, pour les syndicats, l'enjeu est important, car les patrons veulent les faire rentrer «sur les genoux». Les initiatives se multiplient pour maintenir la mobilisation malgré le poids important du lock-out.

A Longwy, vendredi matin, la situation était assez tendue. Usinor avait fait le chantage suivant : si le travail ne reprend pas vendredi matin, c'est le lock-out partiel. S'il ne reprend pas à 14 heures, c'est le lock-out total des 7 500 ouvriers. Vendredi matin, il mettait à exécution la première partie de ses promesses. Immédiatement, les sirènes ont hurlé pendant de longues minutes. Des renforts de CRS sont arrivés à Longwy, ils ne seraient pas loin d'Usinor. Vendredi à 9 heures, tous les syndicats appelaient à une AG devant les grands bureaux d'Usinor.

A Dunkerque, la direction continue à faire appel à des gars de Denain, en majorité des immigrés sur lesquels elle joue le chantage aux papiers, pour tenter de remettre la production en route. Mais la grève aux hauts fournaux et au parc à brames se poursuit.

Mais aussi, à la veille de ce 1er mai, les travailleurs organisent des fêtes, pour populariser leurs luttes, en faire le bilan, pour mieux la poursuivre. Ainsi, à Longwy, ce week-end, avec la participation de gars de Denain, Dunkerque, Besançon... Ainsi à Maizières-lès-Metz, les Sotracomet, de nouveau en lutte pour l'emploi...

Bien des difficultés subsistent. Mais dans tous les bassins, la voie de la lutte continue à se faire entendre.

M.C

LONGWY : UN NOUVEAU DÉPART POUR LA LUTTE ?

Une nouvelle phase de lutte est-elle en train de démarrer à Longwy ? Un certain nombre d'éléments nouveaux, qui sont intervenus ces derniers jours, vont dans ce sens.

Un essoufflement relatif s'était fait sentir ces dernières semaines. Les mesures patronales semblaient avoir joué dans l'apparente démobilisation des travailleurs ; les militants étaient à la recherche des perspectives de lutte qui faisaient cruellement défaut au lendemain du 23 mars. La rencontre du 6 avril à Dunkerque, malgré ses aspects positifs, n'avait pas permis de dégager des propositions mobilisatrices.

Le patronat croyait pouvoir tabler sur cette situation pour entamer la mise en place de ses mesures de restructuration. A commencer par l'aciérie de Senelle, où il a essayé de supprimer une équipe. La réaction n'a pas traîné : les aciéristes se sont immédiatement mis en grève, les hauts fourneaux se sont arrêtés et la perspective d'une action sur l'ensemble des usines d'Usinor-Longwy était avancée jeudi après-midi par les syndicats.

L'ambiance n'était pas à l'optimisme depuis quelque temps à Longwy. Une fois terminé le cycle de *«réunions pour rien»* avec le PDG des usines sidérurgiques, on s'était retrouvé ici confronté à une situation un peu difficile. Que faire ?

La grande majorité des militants avançait l'idée qu'il fallait passer à un stade supérieur si l'on voulait parvenir à faire reculer les capitalistes de l'acier. Certains proposaient de s'en prendre à la production. Oui, mais comment ? Avec qui ? Qu'en pensaient les travailleurs ? En fait il y avait recherche, discussions, mais peu de choses concrètes en étaient ressorties, si ce n'est quelques opérations coup de poing aux objectifs limités.

Mardi 24, la direction d'Usinor informe de son intention de procéder à une sorte de remaniement des équipes de l'acier de Senelle ; 12 travailleurs devraient être mutés. En fait le projet consiste à supprimer une tournée (équipe) et ne plus faire marcher l'aciérie qu'avec trois équipes au lieu de quatre. Cette mesure s'inscrit évidemment dans le plan de restructuration globale. Immédiatement les aciéristes ripostent. Une douzaine d'entre eux vont trouver les délégués et leur annoncent leur intention de ne pas accepter le projet patronal. Finalement, la grève est décidée par les 550 aciéristes. Mardi soir, la direction faisait placer des charges d'arrêt *«longue durée»* dans les hauts fourneaux.

Jeudi matin, les syndicats étaient convoqués par la direction. Motif : si le travail ne reprend pas à l'aciérie, l'ensemble des travailleurs d'Usinor (Senelle, Mont-Saint-Martin, et le train à fil) seront mis en lock-out à partir de vendredi 14 heures. Jeudi, à la prise de poste de 14 heures, les aciéristes ne reprenaient pas le travail.

Par ailleurs à l'usine Cokerill de Réhon, un débrayage a rassemblé plusieurs centaines de travailleurs et une lingotière a été sortie dans la rue.

Dans les usines les sidérurgistes ne voient pas d'un mauvais œil l'action engagée par les aciéristes de Senelle. On sent qu'il y a une attente et qu'il faudrait peut-être peu de choses *«pour que ça démarre»*. Assurément, le climat a un peu changé à Longwy depuis le début de la semaine. Il est encore trop tôt pour affirmer qu'une large offensive est en cours, mais une certaine dynamique a été créée à partir de l'action des aciéristes. A partir des usines, de la production. Jeudi après-midi, l'Intersyndicale se réunissait pour examiner la situation et faire des propositions. La CGT a déjà fait savoir qu'elle était favorable à l'occupation pour riposter au lock-out. Du côté de la CFDT, les militants se prononçaient plutôt pour un programme soutenu d'opérations coup de poing et ne dissimulaient pas le risque qui existe de *«laisser la lutte s'enterrer dans les usines»*.

Il semble que du côté du pouvoir, on soit décidé à jouer la carte de l'intimidation et de la répression : plusieurs cars de CRS sont depuis mercredi en permanence au commissariat de Longwy. Et des bruits persistants font état de l'arrivée dans les alentours de nouveaux détachements policiers. Longwy va-t-il reprendre le devant de la scène, dans la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie ?

Gérard PRIVAT

Fête samedi et dimanche

Samedi et dimanche, fête à Longwy autour des sidérurgistes en lutte, pour populariser l'action «au-delà des frontières du Bassin de Longwy».

Une partie spectacle, bien sûr, dans laquelle les enfants ne sont pas oubliés, puisque les deux jours, des animations sont prévues à leur intention. Au programme de la fête :

Michel Toupet (chanteur) ; 2 groupes portugais ; théâtre de Poche ; André Piéron (chanteur-guitariste) ; Denis Ménard (Colline rouge) ; Rigaudon ; Théâtre du Levant.

DIMANCHE A PARTIR DE 10 H : Groupe Banderole ; Henri Chevalier (chanteur) ; André Piéron ; Denis Ménard ; J.M. Brua (chanteur de Périgueux) ; Groupe marocain (sketches et danses) ; Denis et Isabelle ; Théâtre du Matin (clowns).

Pendant les deux jours, des stands retraceront les 4 mois et demi de lutte, avec des films, des diapos, une expo-photo, et un forum permanent. Radio *SOS-Emploi* fera des émissions en direct. Il y aura aussi une délégation de Dunkerque, une de Denain, et une de Besançon, avec lesquelles sera fait une rétrospective-bilan des luttes dans les divers bassins sidérurgiques.

Plusieurs centaines de repas sont prêts à prendre sur place.

Tous à la fête des gars de Longwy, samedi et dimanche, place du Tramway Longwy Bas.

Solmer (Fos-sur-Mer)

FACE A FACE SIDERURGISTES-DIRECTION

A la Solmer de Fos, la situation est assez tendue. Mercredi, 400 voitures de sidérurgistes étaient parties en direction de l'Union des Industries Métallurgiques de Martigues. Tandis qu'une partie des sidérurgistes bloquait l'autoroute, d'autres vidaient les dossiers des bureaux de l'UIMM.

Sans doute en «représailles», et sans que pour l'instant on connaisse avec précision les auteurs de l'attentat, le centre d'accueil des sidérurgistes devant l'usine a été incendié, à l'aide de deux bidons d'essence placés sous le plancher ! Ce centre d'accueil servait à recevoir les gars qui venaient par exemple aux nouvelles, dans la mesure où la direction exerce un contrôle très rigoureux sur les entrées dans l'usine. Ne peuvent rentrer que ceux dont ce sont les heures de travail. Après cet attentat qui soulève la révolte des sidérurgistes, les syndicats ont porté plainte.

Ces derniers jours, les syndicats ont organisé des meetings dans les différentes villes autour du site de Fos, comme à Martigues et à Port-de-Bouc, où plusieurs centaines de personnes sont venues (400 à Martigues, 150 à Port-de-Bouc...). On pouvait remarquer la présence de nombreux gars de la Solmer qui ne venaient plus à l'usine, qu'on ne voyait pas aux AG. C'est donc une initiative positive, dans la mesure aussi où le poids du lock-out pèse tout de même assez lourd dans la mobilisation.

Tous les 2 jours, pour discuter des initiatives, des formes de lutte, les syndicats réunissent une Assemblée générale. Les revendications restent entières : levée des sanctions, 300 F pour tous, cinquième équipe, levée et paiement du lock-out. En ce moment, on discute plus particulièrement de la participation des gars de la Solmer aux manifestations du 1er mai. Faut-il regrouper tous les sidérurgistes dans une manifestation centrale pour la Solmer, ou envoyer des délégations dans les manifestations qui se dérouleront dans les différentes localités ? Faut-il en faire surtout une initiative de popularisation de la lutte, ou de regroupement de luttes ? Ces questions devraient être tranchées lors de l'AG de ce vendredi matin.

Au bout de toutes ces semaines de lutte, une chose est claire. La direction ne veut pas céder, et créer ainsi un précédent en laissant rentrer les grévistes sur une victoire. C'est donc l'épreuve de force qui est engagée entre la direction et les sidérurgistes de la Solmer, qui n'ont guère d'illusions sur les négociations qui devaient reprendre avec la direction ce vendredi matin à 10 heures. Comme le disait à notre correspondant un des grévistes : *«Notre lutte a un caractère politique, dans le sens où elle dépasse le cadre des revendications. Il s'agit pour les travailleurs de faire plier les patrons, et pour les patrons de mettre à genoux les syndicats. Ils sont prêts à perdre des millions et des millions, plutôt que de céder»*.

D'après corr. Fos.

Sotracomet Maizière-lès-Metz

Gala de soutien le 30 avril portes ouvertes le 1er mai

Sotracomet, c'est une entreprise métallurgique de la ceinture de Metz, mais c'est avant tout les «Sotra». Dans la région, qui ne connaît pas les «Sotra» ? Ils sont de toutes les actions, de toutes les manifestations. Ces 200 travailleurs, par leur lutte résolue, et leurs nombreuses initiatives, ont su conquérir un très large courant de sympathie. Déjà en mai 1976, ils avaient pu imposer le redémarrage de leur entreprise.

«Il est important de briser l'isolement des chômeurs, il faut qu'ils se regroupent avec les travailleurs pour la bataille de l'emploi, notre lutte peut servir à cela» nous déclare un responsable syndical CFDT de la Sotra. Pour la première fois les travailleurs posent aussi clairement et concrètement l'unité des chômeurs et des travailleurs dans la région. Des milliers de tracts ont été diffusés dans les ANPE et dans les communes les plus touchées par le chômage. Déjà des chômeurs ont pris contact.

Pour ce week-end, les «Sotra» ont prévu plusieurs initiatives dans l'entreprise occupée.

Samedi 28 avril à 15 heures, une assemblée générale-débat se tiendra sur le thème : *«s'unir contre le chômage»*.

Le 30 avril à 21 heures, gala de soutien avec Gilles Servat.

Le 1er mai à partir de 14 heures, une porte ouverte et de nombreux stands de lutte (sidérurgie, métaux, nucléaire, chômage et une partie artistique, chants, films, théâtre). Depuis plusieurs jours, l'activité est fébrile à Sotracomet où l'on compte sur un succès des différentes initiatives. *«La lutte des «Sotra» est la nôtre»*, ce mot d'ordre à Maizières-les-Metz est une réalité bien vivante.

Corr. Thionville

A nos correspondants pour la manifestation du 1er Mai

Nous invitons tous nos correspondants, dans chaque ville, à nous faire parvenir des comptes rendus de la journée du 1er mai. Pour cela, ils doivent nous téléphoner les articles entre 19 heures et 21 heures le soir du 1er mai.

LUTTES

• La loi contre le droit de grève à la télévision adoptée par l'Assemblée nationale

C'est une loi qui enclenche un processus dangereux de remise en cause du droit de grève qui a été adoptée dans la nuit de jeudi à vendredi. Elle indique que *«lorsque les personnels des sociétés nationales de programmes de télévision sont en nombre insuffisant pour assurer le service normal, le président de chaque société peut, si la situation l'exige, requérir les catégories de personnel ou les agents qui doivent demeurer en fonction pour assurer la continuité des éléments du service public nécessaires à l'accomplissement des missions»* de la télévision.

Ainsi, dans le même temps où la notion de «service minimum» disparaît, une nouvelle notion apparaît, celle de «service normal». Dans son intervention, l'auteur de ce projet de loi annonçait : *«Il n'est pas question de porter atteinte au droit de grève, mais l'exercice prolongé et répété de ce droit ne doit pas porter atteinte au service public»*. En somme droit de grève... mais selon l'appréciation des directions de chaîne ! Ainsi elles apprécieront si une grève partielle nécessite la réquisition de personnel pour que les programmes soient «normaux» ; et si c'est une grève de plus grande ampleur, une chaîne devra assurer le programme «normal».

Sous le prétexte de satisfaire les usagers, c'est là une grave attaque contre le droit de grève qui pourrait s'étendre à d'autres secteurs que la télévision...

• Peugeot et Renault en Lorraine : Le gouvernement d'accord

Jeudi, le gouvernement a fait savoir qu'il était d'accord pour une implantation des deux groupes automobiles en Lorraine, au cours d'un entretien que Barre a eu avec leurs dirigeants.

Le Fonds spécial d'Adaptation industrielle (FSAI) appuyera l'investissement, évalué à 2 milliards de francs, les projets sont les suivants : à Longwy, une fonderie Peugeot-Renault de 1 000 personnes et une usine mécanique Peugeot-Citroën de 2 000 personnes. Par ailleurs l'extension de l'usine Citroën de Tremery devrait créer 1 800 emplois.

• Larzac : échec au juge

Mardi, la première journée passée par le juge des expropriations sur le plateau du Larzac a été pour le moins agitée. Prévenus de son arrivée, les paysans ont barré les quatre routes d'accès au causse. Après avoir échappé une première fois à la vigilance de son «escorte», le juge a dû finalement se réfugier à la gendarmerie de la cavalerie. C'est alors que des gendarmes mobiles sont intervenus, attaquant les manifestants. Selon Jean-Marie Burguière, un des paysans du Larzac : *«On peut s'attendre dans les prochaines semaines à des actions plus dures lors des visites du juge ; le Larzac n'est pas à vendre»*.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Manufrance

NE PLUS SE LAISSER MENER EN BATEAU

Depuis mercredi 25 avril, 18 heures, Manufrance est occupée. Mais sur le cours Fauriel, ni banderole, ni «gitation. Simplement le sigle *«MF vivra»* sur un toit.

400 travailleurs occupent, par roulement de huit heures, sous la direction de l'intersyndicale. Par contre, la Bourse du Travail, la Mairie, la permanence parlementaire de Neuwirth et la maison des Stéphanois (l'antre de Durafour) bourdonnent... Encore une fois, on parle d'une *«dernière chance pour Manufrance»*. Mais quand finira donc l'indécent suspense autour de l'emploi ?

L'occupation a été décidée dans la journée de mercredi, sur un ultimatum de l'Intersyndicale : reflétant enfin l'exaspération des travailleurs, les syndicats annonçaient : *«Nous refusons de nous laisser mener en bateau... Le gouvernement déclare aider à la création d'emplois nouveaux mais il ne défend pas ceux qui existent... Nous exigeons la tenue des engagements pour le montage financier et le sauvetage de l'entreprise et des emplois»*. Dans une déclaration officielle, l'Intersyndicale précisait qu'ordre avait été donné par le pouvoir à Monsieur Mestries pour *«préparer des listes de licenciements au nombre de 840 environ»*. Tout d'un coup, l'argument opposé jusque là aux travailleurs combatifs pour refuser l'occupation de Manufrance —*«nous découragerions les investissements éventuels»*— tombait. La CGT s'est mise à dire *«que même sans occupation, les investisseurs ne sont pas venus à Manufrance»* et qu'il fallait engager une lutte dure.

CONTRE LE PLAN DURAFOUR

En fait, il y a désormais un puissant motif de lutte pour les dirigeants cégétistes de Manufrance, suffisamment en tous cas pour qu'ils acceptent enfin de recourir à l'action, à l'occupation prônée depuis longtemps par une partie combative du personnel. Désormais l'heure de l'élimination de la municipalité de gauche de tout pouvoir dans la firme approche ; et surtout le gouvernement a renvoyé très fort la balle en octroyant des fonds sous réserve que les 30 millions promis par Sanguedolce soient débloqués. C'est le monde renversé pour le PCF qui avait mené campagne sur le thème : *«La municipalité a fait tout ce qu'elle a pu, elle débloquera 30 millions encore si le gouvernement prend ses responsabilités pour sauver Manufrance»*.

C'est la consternation d'autant que le coup est signé : c'est le plan Durafour que Barre et Monory reprennent ! L'ancien ministre du chômage prépare sa réélection à la municipalité en enfonçant ses successeurs. A coups de communiqués et d'articles complices du *Progrès*, il fait avancer l'idée qu'*«il n'y aura pas de solution économique pour Manufrance tant que le préalable politique de la municipalité ne sera pas levé»* et que *«quel que soit le partenaire, il voudra être le maître chez lui comme dans toute entreprise qui se respecte»*. Autrement dit : dehors Sanguedolce !

D'ailleurs les conditions financières du nouveau plan sont draconiennes : pour un capital réduit à 60 millions, verrait le jour une société provisoire dans laquelle entreraient la MACIF, Dargaud, la banque Stern, le comité d'expansion de la Loire, tandis que HAVAS et Oerlikon renonceraient. Le gouvernement tiendrait la promesse de 1978, des 20 millions du FDES (Fonds de Développement Economique et Social) et sur laquelle seuls 8 millions avaient été versés jusque là ; et il rajouterait 10 millions... à condition que la municipalité verse tout de suite les 30 millions promis il y a une dizaine de jours et que l'on procède à un *«assainissement»* immédiat, c'est-à-dire aux 800 licenciements que redoutent les syndicats.

Au sortir de ce nouveau montage provisoire, visiblement destiné à donner le temps et les moyens pour dégraisser le personnel et casser toute riposte, une société nouvelle verrait le jour d'où la municipalité, flouée, serait exclue. Tel est le plan approuvé bruyamment et largement inspiré par Durafour aujourd'hui.

LE PIEGE

On comprend mieux, dès lors, que les responsables syndicaux liés à la municipalité de gauche s'inquiètent et mobilisent sur le tard les travailleurs. Tout d'un coup le piège se referme : à tout avoir misé sur l'intervention du gouvernement et promis des millions sur le papier pour obliger Barre et Monory à la surenchère, la municipalité stéphanoise se trouve coincée : le gouvernement débloque une pincée de crédits, bien en retrait sur les 100 millions espérés, mais veut en échange, racler, à fonds perdus, les 30 millions municipaux. La CGT s'affole alors : *«Cette somme pèserait sur les contribuables stéphanois, alors que l'une de ses principales conséquences serait de permettre le licenciement de travailleurs de la ville»*. Tiens donc ! Comme si ce n'était pas déjà le cas la semaine dernière !

Mais le pire de tout, c'est qu'en fin de semaine, le tribunal de commerce a toujours la liquidation pure et simple à l'ordre du jour.

Enfermés dans Manufrance, les travailleurs ont vu partir Mestries et ses conseillers vers une ultime table ronde du CIASI (Comité interministériel d'Aide aux Structures Industrielles). Ainsi la course est engagée entre la liquidation et un démantèlement avec licenciement d'un tiers du personnel.

Il est temps que, profitant de la position que leur donnent l'occupation et la garde des stocks, les travailleurs s'imposent comme interlocuteurs et ne remettent plus à la municipalité PCF leurs intérêts. Prendre en main la lutte et peser pour une solution sans licenciements, tel est le seul choix possible. Il est vital désormais.

Corr. Saint-Etienne

Rouen Gare

Lutte efficace : déjà 32 postes obtenus

Comment lutter, tel est le débat qui se mène actuellement. A cet égard la forme de lutte mis en œuvre à Rouen Gare est examinée avec beaucoup d'intérêt par les centres de tri. On se rappelle que le centre de tri de Rouen Gare s'était mis en grève le 10 avril pour obtenir la création de 50 postes de titulaires. La dernière proposition de la direction est de 32 titulaires, alors qu'au départ de la grève elle ne proposait que 15 auxiliaires. Elle propose aussi 15 auxiliaires pour écluser tout le courrier en retard, conséquence de la grève. Le premier bilan qu'en tirent les postiers de Rouen Gare est qu'ils ont obtenu une partie non-négligeable de ce qu'ils demandaient en ne perdant que très peu de journées de travail, parce qu'ils avaient fait grève service par service sur une période assez longue ; bien organisée, cette forme de lutte a complètement désorganisé tous les services et la direction a été obligée de revoir sa position ; cela s'est avéré plus efficace que plusieurs jours de grèves consécutives. Les grévistes doivent décider s'ils acceptent la proposition de la direction ou s'ils continuent la grève. Jeudi, ils décidaient la poursuite.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Aujourd'hui nous publions deux contributions sur la question du «recentrage» dans la CFDT

CFDT : QUEL «RECENTRAGE» ?

Un recentrage bien mal centré

On ne peut comprendre le recentrage si on l'isole de son contexte économique et politique.

Le programme commun s'est largement appuyé sur l'idée qu'il était possible de sortir de la crise, puique, selon le PC et le PS, celle-ci n'est due, au fond, qu'aux erreurs de gestion de l'équipe Barre-Giscard. Rectifions les erreurs et tout ira mieux. Mais cette «explication» a connu un échec en mars 78.

Pour les réformistes du PS et du PC, il y avait alors deux solutions : soit continuer dans la même voie et risquer un nouvel échec, soit accepter de reconnaître que la crise est plus profonde et s'engager dans la voie du partage de l'austérité. Pas question évidemment de reconnaître cette crise comme une des crises cycliques du système, dont le seul moyen de sortir est le renversement du capitalisme.

La CFDT a choisi la voie du «partage de l'austérité» ; le **«recentrage» n'est rien d'autre qu'un mot vague destiné à recouvrir d'un masque un mot d'ordre précis : «*Serrez-vous la ceinture, messieurs les travailleurs pour sortir de la crise !*».**

Quelques exemples, tirés des textes préparatoires au 38e congrès :

— le passage des «35 heures sans perte de salaire» aux «35 heures» : la direction de la CFDT tente ainsi de faire accepter une baisse de salaire... et le justifie par la volonté d'assurer le plein emploi ! Ce qui ressemble comme une goutte d'eau à la position du CNPF récemment exprimée par Ceyrac ;

— l'insistance sur les «revendications qualitatives» : il est temps, dit la direction de la CFDT, de demander davantage de «qualités de vie» : revendications qui coûtent moins cher que les revendications de salaire, et justement en période d'austérité... Il y a même dans le projet de résolution critique de la «surconsommation» : eh bien non, nous ne consommons pas trop, mais plutôt pas assez (et secondairement mal) !

— les revendications syndicales doivent être «crédibles»... ce qui signifie qu'elles doivent être acceptables en période d'austérité.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la direction de la CFDT ait laissé sur la touche toutes les revendications concernant le pouvoir des travailleurs qui figuraient dar.s la plate-forme de l'automne 1977 (conseils d'ateliers, élections des responsables...), alors qu'elle avait précisé que c'était valable quel que soit le résultat des élections 1978. L'exigence d'égalité des conditions hommes/femmes est devenue une «égalité de droits»... ce que Giscard ne renierait pas.

— Les textes préparatoires insistent également sur les négociations plutôt que sur les luttes et notamment sur les négociations par branche. Il y est même question, avec insistance, de la fixation de salaires minimums nationaux professionnels. La CFDT acceptera-t-elle que soient sacrifiés des secteurs de l'économie pour sortir de la crise ? Les appels à établir des rapports de force locaux contre les «détenteurs locaux de pouvoir» vont dans le même sens.

Comme tout cela s'accompagne d'une remise en ordre organisationnelle (cf le rôle attribué aux sections et aux militants), il y a de quoi être inquiet.

L'habileté de la direction de la CFDT, c'est de présenter cela sous l'étiquette «on se détache de l'influence des partis». Mais il s'agit d'une tromperie. La vérité, c'est que la direction de la CFDT reprend les positions de Michel Rocard : tous les points énumérés ci-dessus sont défendus par la tendance Rocard au sein du PS. On assiste même à un ballet entre dirigeants réformistes à ce sujet : on voit Mitterrand attaquer la CFDT juste avant le congrès de Metz, reprendre à son compte la revendication des 35 heures sans perte de salaire, appeler à la marche du 23 mars... On voit par contre Moreau, un des secrétaires confédéraux de la CFDT, auteur du fameux rapport qui a inauguré le recentrage (dès avant mars 78) entrer à la direction du PS, élu sur la liste rocardienne. On pourrait multiplier les exemples (communiqué de la CFDT la veille du congrès du PS, reprise du thème rocardien de «*l'expérimentation sociale*», aménagement du temps de travail, horaires variables...). Sous prétexte de se détacher des partis politiques et en faisant une fausse autocritique par rapport au soutien au programme commun, la direction de la CFDT cherche à entraîner la CFDT dans l'orbite de Rocard. Les mêmes dirigeants, qui ont soutenu le programme commun, choisissent aujourd'hui une social-démocratie plus classique, celle qui est pour le partage de l'austérité, une social-démocratie à l'allemande ou à l'anglaise.

Devrions-nous nous en réjouir, sous prétexte que la CFDT s'éloigne ainsi des révisionnistes ; ou parce que le PCF est contre le recentrage ? Ce serait s'appuyer sur une aile réformiste contre une autre. Le seul critère que nous devons avoir, c'est l'intérêt de la classe ouvrière et des travailleurs. L'orientation proposée actuellement par les dirigeants de la CFDT s'oppose aux revendications que défendent les travailleurs : Non à l'austérité, 35 heures sans perte de salaire, nous ne paierons pas la crise... Voilà pourquoi nous la combattons, car elle est un pas de plus dans la voie de la trahison.

Un secrétaire de section CFDT (secteur public)

Prendre en compte les réalités pour les transformer et non pour s'y soumettre !

Aujourd'hui, alors que le 38e congrès confédéral CFDT va bientôt s'ouvrir à Brest, tout le monde ou presque parle du «recentrage» de la confédération. Le PCF a éprouvé le besoin de distribuer spécialement dans des dizaines d'entreprises un supplément à *L'Humanité* pour l'attaquer. C'est au nom du même «recentrage» qu'Edmond Maire a condamné la «globalisation artificielle des luttes dans les journées d'action sans lendemain». Et c'est encore, dit-on, parce qu'elle refuse le «recentrage» confédérale que la combative section CFDT d'Usinor-Dunkerque (qui avait été à la pointe de tant de luttes, depuis 5 ans au moins) est réprimée par Chérèque-Deroo, de la fédération métallurgie CFDT... Il y a vraiment de quoi s'inquiéter : ce mot va-t-il être l'auberge espagnole, comme l'«autogestion» en son temps.

• Même si la bourgeoisie s'en réjouit et si la CGC et FO le saluent, est-ce que le «recentrage» n'est qu'un vulgaire «virage à droite», aussi simple et réformiste que le dit le PCF ou ce qui reste du CERES dans la CFDT (les PTT, par exemple) ?

Et même si des divisions existent chez les travailleurs qu'il faut prendre en compte et qu'être «réaliste» est une bonne chose pour un syndicaliste, un révolutionnaire qui plus est, est-ce une raison pour réviser en baisse actions et revendications ? A mon sens, c'est bien entre ces deux interrogations que peut se situer une réflexion utile sur le cours actuel de la CFDT.

• Bon nombre de camarades ont lutté en 1974 contre le ralliement de militants et responsables CFDT au PS lors des trop fameuses «Assises du socialisme» où Rocard et ses amis dans la confédération sont allés. D'autres ont pensé utile (?), positif (?), de rejoindre un peu plus tard le CERES pour se constituer en une hypothétique aile gauche du PS. Ce courant s'est largement exprimé à Annecy en 76, sous le sigle de «Contribution au 37e congrès CFDT». En fait, il a assez longtemps contribué surtout à véhiculer des thèses proches du PCF dans la confédération ! Beaucoup en sont revenus depuis. Mais il y a eu du mal de fait... Sans doute est-ce en bonne part parce que ce courant CERES dans la CFDT (et les alliés qu'il s'est trouvé parfois dans ce qu'on appelle confusément «l'extrême-gauche») ont parlé haut et fort, disposant de militants au Conseil national et d'un écho dans la presse, qu'une certaine bipolarisation a existé un temps. «Majorité confédérale» ou «contribution» ? Il ne semble pas que ce soit les clivages d'aujourd'hui en tous cas.

A coup sûr ce serait une mauvaise chose pour le combat syndical dans la CFDT, si les attitudes face à l'orientation de «recentrage» confédérale recoupaient à Brest de semblables oppositions, dépassées par la vie !

• Car, pourquoi Maire et Moreau ont-ils pu infléchir la politique confédérale au point de concéder «100 jours» à Giscard après mars 78, de jouer le sort des travailleurs pour de maigres miettes sur le tapis vert de négociation à froid et de prétendre mettre au pas réformiste des structures dynamiques et combatives (des UD du Rhône et de Gironde aux sections des PTT de Lyon-Gare, de la BNP-Paris ou maintenant d'Usinor-Dunkerque) ?

N'est-ce pas précisément, parce que les critiques contre les reculs opérés par la CFDT (quand on compare à ce qu'elle a représenté de 70 à 76) étaient trop souvent unilatérales, oublieuses de certains aspects concrets du travail syndical parfois, et d'autres fois récupérables par le PCF et le CERES d'alors ?

• Reconnaître que la «crise vécue en France est profonde et durable», qu'elle a introduit ou renforcé des divisions parmi les travailleurs (du fait du chômage notamment) et qu'il faut en tenir compte, que rien ne sert de globaliser tant qu'au niveau des entreprises rien de sérieux ne se dessine, que «les journées d'action politisées artificiellement au profit du PCF» sont une mauvaise chose, que l'on doit «mettre en avant une logique syndicale»» (qui vise à arracher des satisfactions concrètes)... n'est-ce pas là centrer l'activité CFDT fort à propos, avec un réalisme de bon aloi ?

Et en matière internationale, où est la logique, sinon dans la reconnaissance du Tiers-Monde comme une force et la recherche de convergences de luttes européennes ?

Assurément ce serait cher payer ces aspects positifs que d'y sacrifier les critiques de la pratique confédérale depuis trois ans et des orientations rocardiennes qu'en bien des cas nous proposent Maire-Chérèque et leurs amis. Mais ce n'est pas le propos !

Ce dont il s'agit, c'est d'être capable lors du 38e congrès prochain, et plus encore après (vues les conditions antidémocratiques de préparation qui semblent prévaloir) de faire sauter les verrous réformistes qui briment l'action de classe et de masse et la vie démocratique de nos sections et unions, mais en s'appuyant avec lucidité sur certains constats positifs que fait la direction confédérale.

Oui, il y a des aspects de la réalité que prennent en compte les textes CFDT pour Brest. Pourquoi le nier ? Mais pourquoi aussi tirer de ces constats les conclusions confédérales et s'en remettre à l'attentisme, au syndicalisme de gagne-petit et de compromission dont la fédération CFDT de la métallurgie a, à maintes reprises, donné «l'exemple» ?

• Bien au contraire, il y a du travail à faire pour regrouper à Brest tous ceux (et ils sont plus nombreux qu'on le croit souvent) qui refusent tout à la fois de se soumettre à une logique social-démocrate pour «un nouveau type de développement» sans rupture avec le système capitaliste, mais aussi de cautionner dans la CFDT les modes d'actions et la logique politique pro-PCF qui prévalent à la CGT, et que des gens comme Le Beller des PTT s'obstinent à prôner...

Jacques GEOFFROY
LYON

LE CNPF DEMANDE UN NOUVEAU «PACTE POUR L'EMPLOI DES JEUNES»

500.000 PAIRES DE BRAS A BON MARCHÉ

Juillet 77 : A un an des élections, le gouvernement met en place le premier *«pacte pour l'emploi des jeunes»*. Objectif pour le gouvernement et le patronat : diminuer les chiffres des chômeurs, masquer par ce *«pacte national»* l'ampleur de sa politique.

Juillet 78 : Second pacte pour l'emploi. Il s'agissait de continuer de subventionner les entreprises sous couvert de lutte contre le chômage des jeunes. Et surtout, la bourgeoisie y voyait un moyen de désamorcer la révolte de cette partie de la jeunesse populaire qu'elle craint de mal contrôler.

Plus qu'une réelle formation professionnelle, ces stages étaient très souvent un refuge provisoire pour nombre de jeunes. Ils méritaient bien ainsi le qualificatif de *«parkings à chômeurs»* que leur donnaient les Comités de lutte des stagiaires Barre.

Avril 79 : Le CNPF, constatant que le gouvernement ne lui refusait rien, revendique un nouveau pacte. S'il obtient satisfaction – et Barre vient de se déclarer très favorable au projet du patronat – le CNPF aura à sa disposition 500 000 paires de bras à très bon marché. Pour cela il demande :

- l'exonération de 50 % des charges sociales pendant l'année qui suit l'embauche d'un jeune de moins de 27 ans ;
- le développement de l'apprentissage accompagné de l'exonération totale des charges sociales patronales ;
- le maintien des contrats *«emploi-formation»* avec comme objectif 60 000 contrats sur 12 mois ;
- la relance des *«stages pratiques en entreprises»*. Cette formule n'avait pas été reconduite lors du second pacte. Cette fois-ci, le CNPF se propose *«d'embaucher»* environ 120 000 jeunes, sans aucun contrat de travail, et pour une durée limitée !
- Enfin, le CNPF préconise la reconduction des *«stages de formation professionnelle longue durée»* pour 35 000 jeunes.

Au total, ce sont 500 000 jeunes, surexploitables et licenciables à merci, que le syndicat patronal compte *«embaucher»* ou faire patienter dans ces stages de formation.

Pourtant, dans une large mesure, le second pacte était un échec, encore plus flagrant que le premier. Ainsi, la date limite d'inscription a même été reportée à fin mars 79, tant le nombre des candidatures était faible ! Au total, d'après les chiffres officiels, seuls 240 000 jeunes ont répondu à ces offres. C'est dire le peu d'écho qu'ont rencontré ces deux *«pactes pour l'emploi»*. Les jeunes ne *«signeront»* pas ce pacte, pas plus que les précédents.

Interview de deux stagiaires du premier pacte à Nantes

Recueillie par notre correspondant de Nantes

▶ ***QdP : Stagiaires du premier pacte, comment pouvez-vous résumer le déroulement de ces stages ?***

Roland : Aujourd'hui, nous sommes au chômage, comme les copains, et le troisième pacte se met en place. On se fait vraiment avoir.

▶ ***QdP : Est-ce que tu peux cerner ce que va signifier ce pacte pour les stagiaires ?***

Jean-Jacques : Il y a un peu de nouveau, mais il ne faut pas se faire d'illusion. L'objectif semble être de faire rentrer dans les mœurs ce type de solution au chômage : tout pour les patrons. Cela ne change rien, on va encore se retrouver à boulonner pour pas grand-chose, sans certitude d'embauche, sans pouvoir rien dire. Quand tu es jeune chômeur maintenant, tu ne trouves plus que cela comme possibilité.

▶ ***QdP : Quelle différence y a-t-il avec le deuxième pacte ?***

J-J. : La différence, c'est qu'ils font un sacré bruit pour le troisième. En fait, il est sorti par décret en même temps que le deuxième, mais comme celui-ci n'en donnait pas assez aux patrons, ils imposent carrément leurs conditions, sinon ils menacent de ne plus embaucher. En gros, cela revient à se rapprocher du premier quant aux avantages qu'ils vont pouvoir en tirer . le fric, la manipulation des jeunes, l'élimination d'un certain nombre de restrictions ; cette fois-ci, ils ont les mains carrément libres.

Roland : Concrètement, cela va être la mise au rencart de certaines restrictions. En comparant avec le deuxième pacte, ils éliminent le contrôle de *«la qualité des stages»* par les représentants des comités d'entreprise et les délégués du personnel.

▶ ***QdP : Comment ce contrôle se déroulait-il ?***

Roland : Le patron ne recevait que la moitié des subventions en début de stage et le reste après un soi-disant contrôle effectué sur le sérieux de la formation, des conditions de travail etc... D'ailleurs ils précisent cette fois-ci que *«les restrictions du deuxième pacte ont considérablement diminué le rendement de cette mesure»*.

▶ ***QdP : D'autres restrictions sont-elles supprimées ?***

Roland : Bien sûr, une condition d'habilitation des stages du deuxième pacte était de n'avoir pas licencié dans l'année précédant la demande et de ne pas licencier un an après l'arrivée des stagiaires. Pour le troisième, ils ont réduit à 6 mois précédant la demande et autorisent le licenciement dès la fin du stage, en précisant bien qu'il s'agit de licenciements économiques.

▶ ***QdP : Quels avantages les patrons vont-ils en tirer ?***

J-J : C'est phénoménal. On se rapproche du premier pacte, mais on étale moins les petits cadeaux qui font les gros profits. Tout d'abord l'âge : le premier était limité de 16 à 25 ans, le deuxième de 16 à 26 ans, plus les mères célibataires, et maintenant ça va jusqu'à 27 ans en y intégrant certaines catégories de femmes et les cadres âgés.

▶ ***QdP : Et sur les exonérations, quoi de nouveau ?***

J-J. : Ca c'est le truc fabuleux. Texto, c'est l'exonération à 50 % pendant les 12 mois d'embauche. Cela signifie qu'on peut embaucher, même si ce n'est pas dans le cadre du pacte, un salarié, et récupérer 50 % des charges sociales. Cela signifie également qu'après avoir fait trimer pour presque rien un jeune pendant 8 mois, le patron peut l'engager sous contrat à durée déterminée pendant un an et récupérer les mêmes charges, et puis bien sûr le licencier en fin de contrat. Pour les apprentis (deux ans de travail) l'exonération complète des charges sociales quelle que soit l'industrie ou l'artisanat, avec en prime un assouplissement des procédures d'agrément des maîtres de stages, c'est-à-dire plus besoin de maîtres de stages.

▶ ***QdP : Il reste le retour en force des stages pratiques en entreprises. Y a-t-il des différences avec le premier et le deuxième pacte ?***

Roland : Pour le premier pacte, cette formule concernait 140 000 stagiaires ; dans le deuxième, seulement 18 000. Aujourd'hui, cela marchera pour toute activité, manuelle ou non, pendant 4 mois et pour tout jeune sorti depuis moins de deux ans du système scolaire. C'est la caractéristique du pacte la plus rentable, ils ne se gênent pas pour la développer. A noter qu'ils ne parlent pas du tout des charges sociales : on peut se demander si elles ne sont pas complètement supprimées... En gros, ils comptent 120 000 personnes concernées.

▶ ***QdP : Finalement, après les deux premiers stages, quel effet vous fait le dernier pacte ?***

J-J. : Le patronat est à l'offensive. Il impose carrément ses revendications. Les jeunes ont encore moins d'espoir de trouver du boulot correct qu'il y a deux ans. La seule solution pour bouffer, ce sont ces stages. Finalement, ils n'ont plus rien à voir avec des voies de garage comme on le disait il y a deux ans. L'aspect formation est pratiquement rayé. Ils sont en train de devenir de véritables armes pour les patrons.

▶ ***QdP : Est-ce que tu penses que les jeunes vont marcher dans cette combine ?***

J-J. : Il y a bien sûr la solution de ne pas les faire, mais vu la situation, on n'a pas le choix. Entre le chômage à 400 balles par mois ou rien du tout et ces stages, on est bien obligé d'y aller. La question est de savoir comment lutter, comment résister.

▶ ***QdP : Comment voyez-vous cette lutte ?***

Roland : L'intérêt de ces stages pour la lutte réside dans deux aspects essentiels, le fait que les chômeurs, dans ces stages, peuvent se retrouver sur un lieu de travail ou sur plusieurs ; deuxièmement, le fait que les stagiaires se retrouvent à la même enseigne et peuvent se retrouver sur les mêmes revendications.

▶ ***QdP : Quel type de revendications envisagez-vous contre ce troisième pacte ?***

J-J : L'expérience montre que tout peut démarrer en s'unifiant pour dénoncer les conditions lamentables de ces stages. Il reste les revendications concrètes sur la formation, le salaire, le droit de se syndiquer, les brimades quotidiennes etc. Mais surtout il ne faut pas craindre de se mobiliser sur l'embauche définive des stagiaires. C'est actuellement en tant que chômeurs, le seul contexte qui nous est offert pour appuyer concrètement nos revendications à l'emploi : en principe les patrons s'engagent à nous embaucher, à nous de les contrôler et de leur imposer.

▶ ***QdP : Les autres terrains tels que le chômage, l'intérim, les contrats à durée déterminée n'offrent pas cette possibilité ?***

J-J : C'est un tout. Le développement des «hors . statuts», c'est le patron à l'offensive contre notre droit élémentaire à la lutte. L'intérim, les contrats limités, c'est la division. Nous les stagiaires Barre, les ouvriers nous acceptent mieux parce que nous sommes considérés comme en formation.

Il faut impérativement lutter à leurs côtés, bien insister sur le fait que le développement des hors statuts, c'est la remise en cause à court et à moyen terme du statut de travailleur et des acquis qui ont été arrachés à la classe patronale.

A PROPOS DE LA «CRISE AVANT TOUT NATIONALE»

Le projet de résolution présenté au congrès déclare que la crise économique, politique, idéologique que connaît la France est une crise *«avant tout nationale»*. Une affirmation qui peut sembler contradictoire avec nombre de thèmes mis en avant par le PCF sur la crise importée de l'étranger, et décidée à Bonn, à Bruxelles ou à Washington. Pourquoi la direction du PCF éprouve-t-elle le besoin de définir ainsi la crise actuelle ?

Le PCF ne manque pas, dans sa propagande quotidienne, de souligner que la crise est internationale, qu'elle affecte l'ensemble des pays capitalistes. Particulièrement dans la campagne électorale en cours, il brandit l'*«Europe allemande»* comme un épouvantail, source de tous nos maux. On sait quelle propagande il développe à propos des licenciements dans la sidérurgie, dont la cause reviendrait à des décisions prises à Bruxelles par des organismes supranationaux, eux-mêmes placés sous la domination de l'Allemagne fédérale, elle-même aux ordres des Etats-Unis.

En regard de ces thèmes le projet de résolution souligne pourtant cette notion de *«crise avant tout nationale»*. Sur quelles bases ? D'une part, il y a l'imbrication de l'Etat, institution nationale par définition, et des groupes monopolistes. D'autre part, les traditions nationales ; si la crise du capitalisme est internationale, ses manifestations, notamment au niveau politique et idéologique, diffèrent selon l'histoire propre de chaque pays.

Là où cela devient plus compliqué, et où l'argumentation devient assez tordue, c'est quand le PCF veut démontrer que la bourgeoisie française est favorable à sa propre marginalisation.

«LA BOURGEOISIE PARTICIPERAIT A SON PROPRE DÉCLIN»

Une contribution au congrès explique que *«le déclin de la France, s'il est bien un objectif dans la stratégie générale de l'impérialisme mondial (à la fois pour des raisons économiques et politiques) est également un objectif de l'impérialisme français»*. Donc deux choses sont affirmées là : d'une part, la responsabilité propre de la bourgeoisie française (avec la conséquence que la solution est en France) ; d'autre part, que la bourgeoisie française participerait à son propre déclin, programmé par ce monstre apatride qu'est l'*«impérialisme mondial»*.

Pour démontrer ce dernier point, la direction du PCF est contrainte de se livrer à des contorsions intellectuelles qui font peine à voir. Une contribution au congrès «explique», si l'on peut dire, qu'*«une crise, dont les causes essentielles sont comparables, se traduit en France par une position subordonnée dans le cadre de la stratégie du déclin, tandis que la République fédérale d'Allemagne se place en position hégémonique»*. Mais cette situation d'infériorité de l'impérialisme français, dans le cadre du développement inégal de l'impérialisme, n'est pas fatale : *«Notre parti a démontré, à chacun des grands moments de notre histoire nationale depuis plus d'un demi-siècle, que des solutions allant dans le sens du développement national étaient possibles ; il en a soutenu la mise en œuvre, par exemple, à la Libération»*. (ibid.). L'exemple de la Libération est assez bien choisi, puisqu'à cette époque, le PCF au gouvernement avait activement participé à la reconstruction de l'appareil productif de l'impérialisme français.

Donc, la bourgeoisie française ne défend pas assez bien ses intérêts. Mais pourquoi ?

DES MULTINATIONALES FRANCAISES CONTRE LA FRANCE

C'est qu'aujourd'hui, le choix du gouvernement français consiste à *«défendre les intérêts de la vingtaine de grands groupes multinationaux à base française, qui de plus en plus cèdent du terrain sur le marché intérieur et renoncent à la croissance nationale pour chercher au-dehors leurs sources de profit»*. Les multinationales auraient décidé de mener leurs activités de préférence dans des pays comme la RFA ou les USA, et de réduire la France à un rang subordonné ; les «grands groupes à base française» adhéreraient à cet objectif. De la même façon, si la France mène des aventures militaires en Afrique, ce ne serait pas pour défendre ses intérêts d'impérialisme menacé, mais pour *«jouer le rôle de gendarme de l'impérialisme et de fourrier des autres impérialismes, au détriment de son propre rayonnement»*.

Donc, assez étrangement, la bourgeoisie française, pour défendre ses intérêts, les abandonnerait.

UNE DÉFENSE DE L'IMPÉRIALISME FRANCAIS

L'aspect le plus intéressant de cette conception n'est pas son énoncé même, dont on voit le caractère peu solide. L'intérêt réside plutôt dans la conception de la société que le PCF voudrait mettre en place, et qui s'y trouve définie pour ainsi dire en négatif.

Il s'agit d'une politique qui aurait comme ambition de développer les industries nationales, et de rompre avec la chaîne des impérialismes occidentaux. Ce système permettrait, selon les économistes du PCF, de résister aux revendications du Tiers Monde : *«On peut réduire la facture pétrolière (...) en ayant beaucoup amélioré nos échanges avec les pays dits pétroliers, en favorisant, par des mesures nationales, les échanges avec ceux de ces pays qui peuvent beaucoup nous acheter (Algérie d'abord, puis Iran et Irak) et avec les pays qui nous endettent massivement (Arabie Saoudite)»* (Paul Boccara, économiste du PCF, dans *France Nouvelle*). Et puis, la France développerait ses liens avec *«toutes les forces anti-impérialistes et démocratiques»*, ce qui, pour le PCF, signifie notamment les pays de l'Est.

Ce projet a donc une certaine cohérence : distendre les liens avec les impérialismes les plus forts, leur disputer les marchés du Tiers Monde et se rapprocher des pays de l'Est. *«La crise est avant tout nationale»*, cela signifie donc : d'une part, la bourgeoisie française en est responsable, la solution réside dans un changement de gouvernement incluant le PCF ; d'autre part, la bourgeoisie française étant responsable du déclin de l'impérialisme français, il convient pour le PCF de remettre cet impérialisme sur ses pieds, à sa manière, en instaurant son capitalisme d'Etat, qui relâcherait les liens avec les impérialismes occidentaux, mais les accroîtrait fortement avec l'URSS et les pays dans sa mouvance.

François NOLET

Nous publierons dans notre prochaine édition une interview de Jear. Kehayan, auteur du livre : *Rue du Prolétaire rouge*.

● Les difficultés de la presse du PCF : Leroy avoue

«Autrefois, on ne pouvait circuler dans la région parisienne ou dans les grandes villes de province le dimanche matin sans rencontrer un poste de vente de L'Humanité Dimanche *presque à chaque angle de rue. Aujourd'hui, il faut — quand on traverse le dimanche la région parisienne de bout en bout — chercher avec obstination un vendeur pour trouver* L'Humanité Dimanche». Cette constatation n'est pas le fait d'un militant critique du PCF, mais de Roland Leroy en personne, qui présidait mardi un repas en l'honneur du 75e anniversaire de *L'Humanité*. Le directeur de l'organe central du PCF a été contraint de faire état des difficultés de ses différents journaux : le déficit de *L'Humanité* s'accroît et la mévente de *L'Humanité-Dimanche* ne lui permet plus, comme par le passé, de combler ce déficit. Outre les habituelles incitations à la lecture de *L'Humanité* prononcées sans grande conviction, Leroy a annoncé trois mesures : d'abord le PCF va mener la bataille pour augmenter les recettes publicitaires de *L'Humanité Dimanche*, ensuite il va faire passer son prix à 6 francs. Enfin la direction du PCF va tenter, après le 23e congrès, de relancer des «Comités de Diffusion de *L'Humanité*».

● Accord MRG - PS

A l'issue de difficiles tractations, PS et MRG sont finalement tombés d'accord : huit membres du MRG figureront parmi les 81 candidats de la liste socialiste pour les élections européennes. Deux d'entre eux, Maurice Faure et Schwartzenberg, sont placés de telle sorte qu'ils ont toutes les chances d'être élus. Malgré cet accord, les dissensions risquent fort de se développer au sein du MRG : Mitterrand aurait en effet fait savoir que cet accord électoral était le dernier, sous-entendant par là que les radicaux de gauche désireux de se faire élire avec le PS devraient désormais se rallier complètement. Le but de la manœuvre est évident : prenant en compte l'état de plus en plus groupusculaire du MRG, Mitterrand lance son offensive pour qu'une partie des radicaux rejoignent le PS, les autres n'ayant alors comme seule solution que de disparaître politiquement ou de reprendre du service dans un autre groupuscule radical, celui de JJSS.

● *Congrès de la CGC*

La confédération générale des cadres a ouvert son congrès jeudi. Le président sortant, Charpentié, a annoncé qu'il quitterait ses fonctions à l'issue du congrès. L'orientation qu'il a donnée à la confédération avait été jugée trop favorable à la majorité. En particulier, une large part des adhérents critiquent l'engagement de son bras droit Corentin Calvez, sur la liste de l'UDF aux élections européennes.

● Communiqué

Le foyer des Jeunes de Ploeuc-sur-Lie (20 kilomètres de Saint-Brieuc) organise :

les 28, 29 et 30 avril 1979

UN FESTIVAL DE CINEMA POLITIQUE

PROGRAMME :

Samedi 28
15 heures

- On nous parle du Chili
- Mets pas tes doigts dans ton nez, ils sont radioactifs
- Voyages dans les centrales de la Terre
- La guerre chimique (Vietnam)

Débats (21 h 15)

- Gardarem lo Larzac

Dimanche 29

11 h - Le pillage du Gabon
14 h -Scènes de grèves en Vendée
- Le Joint français
Débat 21 h 15 - Le fond de l'air est rouge

Lundi 30

11 h - La tentation de la puissance (Iran)
14 h - De qui dépend que l'oppression demeure (RFA)
- Les paysans ou la féodalité au XXe siècle
Débats.

● Le prix du pain a augmenté de 30 % en un an

Au mois de mars, les prix ont augmenté de 0,9 %. C'est ce que révèle l'indice INSEE qui vient d'être publié. Pour les trois premiers mois de l'année, la hausse est de 2,5 %. Si le rythme se poursuit tout au long de cette année, on atteindra les 10 %, soit singulièrement plus que le pronostic de Barre, qui table sur une augmentation qui ne serait «que» de 8 %.

Il est vrai que le même Barre parlait, lors de son entrée à Matignon en septembre 1976, d'une hausse annuelle de 6,5 %...

La hausse des prix, travaillée par les soins de l'INSEE et de ses ordinateurs, devient une notion abstraite. Mais il est une autre réalité que nous constatons et que nous subissons tous les jours : ainsi l'indice INSEE ne prend pas en compte la spéculation qui se déchaîne sur les légumes frais depuis le début de l'année. De janvier à aujourd'hui, le prix des légumes a grimpé de 8 %. De même, les tarifs de transports ont-ils augmenté de 18,5 % en moins d'une année.

Le pain, lui, a augmenté en un an de... 30 % ! Depuis le 11 août 1978, date de la «libération» de ses prix, il a augmenté de 20 %. Beau résultat pour les chantres de la concurrence.

Dossier du Quotidien du Peuple

Des luttes qui ont ouvert une brèche dans le mur du chômage

Longwy, Denain, Dunkerque, Fos, Creusot-Loire... Depuis 6 mois, les sidérurgistes sont massivement entrés en lutte contre le chômage. Enfin, des mois de presque silence sous la chape du chômage ont pris fin. Bien sûr, aujourd'hui, rien n'est gagné. Bien sûr, aujourd'hui, les opérations coup de poing sont moins nombreuses... Bien sûr, malgré la lutte dans les usines sidérurgiques «performantes» comme Dunkerque et Fos, qui a suivi celle des sidérurgistes directement touchés par les licenciements, ce n'est pas encore la lutte coordonnée de tous les sidérurgistes face au chômage... Non, il ne s'agit pas encore de crier victoire.

Pourtant, indéniablement, si les obstacles qui, pendant des mois ont muselé toute riposte offensive contre le chômage n'ont pas disparu instantanément, qui peut dire qu'aujourd'hui les choses n'ont pas profondément changé ? Enfin, massivement, les travailleurs ont dit non, et sont passés à l'action. Enfin, massivement, ils ont commencé à s'opposer aux voies sans issue, ils ont commencé à réfléchir à la création d'un rapport de force sérieux, qu'on n'obtient pas à coups de manifestation traîne-savates, ou de rassemblements confus de mécontents.

C'est vrai dans la sidérurgie, qui tient la une de l'actualité des luttes depuis quelques mois. Mais c'est vrai aussi dans d'autres luttes, qui n'ont pas toutes été, loin s'en faut parfois, des victoires revendicatives. On se souvient de Brissonneau à Nantes, d'Ericsson à Brest, des postiers des Centres de tri de la région parisienne et des autres employés parisiens (banques, assurances).

Un peu partout, les mêmes conclusions s'imposent : ces luttes ont été et sont encore difficiles, elles cherchent encore leur chemin. Mais à chaque fois, par les aspects nouveaux qu'elles font apparaître, que ce soit la participation des travailleurs, les réflexions politiques, le syndicalisme différent... qu'elles mettent en œuvre, ces luttes suscitent un espoir bien fondé : celui qu'enfin, les travailleurs fassent entendre, prennent les choses en main, et marquent des points...

Par Monique Chéran

Centres de tri de la région parisienne

La première fois depuis 74

Mi-mars 1979 : sur les 24 centres de tri de la région parisienne, 19 sont en grève ; c'est la première fois que cela se produit, depuis la grande lutte des postiers en 1974. Un mouvement dur, surtout dans les centres de banlieue. Une grève partie pourtant avec des pourcentages assez bas, mais dont le développement rapide, à la fois dans chaque centre et dans la région parisienne, est significatif : chaque fois qu'on apprenait qu'un nouveau centre était dans le coup, ou que le nombre de grévistes augmentait ici ou là, c'est la lutte dans son ensemble qui se renforçait.

Au centre des revendications, partout les mêmes exigences : les effectifs, les salaires, les conditions de travail. Un ras-le-bol général devant la situation faite aux postiers, surtout dans les Centres de Tri Automatiques mais aussi dans les vieux centres parisiens, et qu'ils devraient accepter, sous prétexte qu'ils devraient être contents d'avoir la sécurité de l'emploi, en cette période de chômage. Avec cet argument massue, la direction des PTT comptait pouvoir faire passer ses plans de rentabilisation, ses nouvelles organisations du travail, les sanctions qu'elle inflige pour un oui ou un non.

Depuis plusieurs mois, ici et là, à Paris, Bordeaux ou Toulouse, les postiers étaient partis à l'action. En ordre dispersé... A chaque fois, au bout de luttes dures où les flics étaient souvent intervenus pour les vider des centres, le même constat s'imposait : impossible de gagner centre par centre. Mais aussi, comment construire ce rapport de forces plus vaste dans les centres de tri ? A l'évidence, ce n'était pas la semaine d'action des fédérations, programmée pour la fin mars, qui y aiderait d'une façon ou d'une autre.

A l'origine du mouvement de mars, la grève résolue des gars de Trappes. Leur évacuation par les flics agit comme un détonateur. Par solidarité, d'autres centres débraient. Très vite, les revendications communes aux CTA viennent s'ajouter au simple geste de solidarité. De jour en jour, le mouvement grossira, jusqu'à la fameuse manifestation centrale devant le ministère des PTT.

Dès avant cette manifestation qui verra s'affronter la voie de l'extension et celle des semaines d'action sans lendemain prônées par les fédérations, dans tous les centres se posait la question des garanties que cette fois, ce serait différent. *«Est-ce que ça vaut la peine d'y aller, quand on sait que les fédérations ne feront rien pour étendre le mouvement à la province, et quand il est à peu près certain qu'on n'a pas les moyens de le faire à leur place.?»* A cette question, massivement, les postiers des CTA ont répondu oui : *«Ca vaut la peine, car des garanties, on ne peut en avoir à froid, on ne peut que se battre au maximum, prendre en main les choses, étendre la lutte partout où on peut le faire...»*

A l'issue du mouvement, qui du point de vue revendicatif, est un nouvel échec, le bilan tiré par les postiers n'est pas aussi négatif. *«Cette fois, les obstacles ont été vus largement, beaucoup plus largement que par les militants. Bien sûr, on ne peut pas dire qu'il sera forcément facile de repartir, mais la combativité est toujours présente, les divisions sont moins importantes qu'après les précédents conflits. Et ce qu'on a construit comme rapport de forces, pour la première fois depuis 1974, c'est aussi un acquis de la lutte».*

La violence de la direction, qui a envoyé très vite les flics évacuer et occuper tous les centres de tri, montre s'il en était besoin que, par leur initiatives, les postiers avaient frappé juste.

Brissonneau (Nantes)

«Maintenant, on a compris que les manifestations ne suffisaient plus»

«Les Brissonneau ont montré leur désir de ne pas subir, ils se battent et ils se battront encore». **C'est en ces termes que le délégué CFDT de Brissonneau concluait son intervention, lors du gala de solidarité qui se tenait à Nantes, une semaine après la fin de la grève.**

Une grève de 5 semaines, au mois de février, contre les licenciements, et la fermeture probable de l'entreprise. Une grève offensive, où les gars ne se sont pas contentés d'occuper les locaux : blocage du train de Paris, riposte immédiate, avec les métallos nantais, à l'agression des flics, participation active à la journée d'action du 8 février, affrontements violents avec les CRS, tentative d'occuper la chambre patronale... Plusieurs fois, dans leur lutte, les gars de Brissonneau ont repris à leur compte les actions qui, dans le même temps, se développaient en Lorraine. Et le 8 février, avec le blocage des accès de Nantes et les affrontements avec la police, la journée d'action a pris un caractère de riposte massive contre le chômage, qui tranchait avec les manifestations traîne-savates habituelles.

Pourtant, malgré cette lutte déterminée, qui a su rallier dans son développement des non-grévistes du début et la solidarité des travailleurs de Nantes, 135 gars de Brissonneau se retrouvaient licenciés. *«Quels types d'action développer aujourd'hui ? Quelle stratégie avoir face aux licenciements, au chômage ?»*. Ces questions ont été largement débattues pendant ces cinq semaines. Parmi ceux qui ont été licenciés, beaucoup ne veulent pas voir la chape du silence et de l'oubli retomber sur eux. Après la grève, ils continuaient à se voir à l'usine, refusant la dispersion, recherchant les initiatives de nature à poursuivre le combat.

Ericsson (Brest)

«Nous ne deviendrons pas un nouveau Transocéan»

Ericsson à Brest : 830 personnes, dont 570 femmes ; 300 licenciements étaient prévus pour le mois de juin. Dans ce secteur, la téléphonie, 5 000 emplois, autrement dit la moitié des effectifs actuels, doivent être supprimés. Pendant plusieurs semaines, en février et en mars, les travailleurs de Brest ont tourné les yeux vers Ericsson, devenue boîte-pilote dans la lutte contre le chômage...

Trait caractéristique de la lutte, les ouvriers d'Ericsson n'ont pas attendu que tombe le couperet des licenciements. Après le chômage partiel de fin d'année, les syndicats calculent que 300 licenciements sont certainement programmés par la direction pour juin prochain. Jamais le patron ne démentira. Au contraire, il revient sur des avantages acquis concernant le travail posté.

Le détonateur de la lutte est venu des «implantations», passées de l'électro-mécanique à l'électronique et n'arrivent plus à suivre les cadences. De ce fait, elles perdent des sommes importantes sur leur salaire. Elles partent en grève illimitée pour exiger la suppression de boni, et un salaire égal à celui payé par la Thomson. La direction expédie le travail ailleurs. L'AG décide alors la grève, et séquestre deux responsables du groupe... Le soir même, les flics interviennent.

Là encore, les ouvriers prennent les moyens : piquet pour bloquer le départ du matériel, opérations-commandos pour bloquer le Paris-Brest, intervention à la Chambre patronale...

Pour tenir le coup financièrement, un roulement de débrayages est organisé, les 4 équipes débrayant à tour de rôle. La lutte est popularisée sur Brest, et le vendredi 9 mars, la caravelle Brest-Paris est retardée. Ainsi, quand des commandos de jaunes tenteront de réinvestir l'usine occupée, 400 gars de la Thomson voisine débraieront immédiatement pour leur prêter main forte. Ainsi, lors de la manifestation du 8, 15 000 travailleurs ont manifesté contre la répression. Ainsi, dans cette ville qui compte plus de 10 000 chômeurs, les ouvriers privés d'emploi seront nombreux à venir soutenir les piquets de grève d'Ericsson. Ainsi, du fait de la volonté unanime des travailleurs, une Intersyndicale s'est créée, pour la lutte. Finalement, ceux d'Ericsson ont remporté un premier succès, non négligeable quand on sait l'intransigeance des patrons aujourd'hui : la direction a pris l'engagement qu'il n'y aurait pas de licenciement cette année. *«Nous ne deviendrons pas un nouveau Transocéan»* affirmaient les ouvriers d'Ericsson, en référence à cette entreprise brestoise qui, voilà 3 ans, avait mis la clé sous la porte en silence, et licencié ses 500 employés, sans qu'ils puissent s'y opposer. Ericsson-Brest, c'est en quelque sorte un symbole de ce refus actif du chômage qui a commencé à s'affirmer ces derniers mois, au milieu des difficultés.

Sidérurgie

Du SOS de Longwy et Denain aux grèves de Dunkerque et Fos

Depuis que, cet hiver, les 3 immenses lettres S.O.S. ont été fixées au sommet du crassier de Longwy, rien n'est plus tout à fait pareil, là-bas, «au pays des trois frontières», comme un peu partout dans le pays. Longwy, ce nom est devenu le symbole de la résistance populaire au chômage, de l'initiative ouvrière. Du S.O.S. aux tonnes de minerai déversées sous un tunnel, de la création de *Radio SOS-Emploi*, de l'occupation du relais TV du Bois de Châ à la riposte massive des sidérurgistes contre l'intervention des flics pour les en chasser, des affrontements devant le commissariat au blocage de la centrale à oxygène... les opérations «coup de poing», toutes les actions des gars de Longwy ont été suivies avec enthousiasme par les travailleurs de notre pays.

Enfin, après des mois étouffants où la chape du chômage s'appesantissait chaque jour davantage sans que la classe ouvrière arrive à faire entendre sa voix face aux patrons, enfin, à Longwy, les sidérurgistes brisaient le silence par leur audace.

CREER UNE DYNAMIQUE NOUVELLE, BRISER LE SILENCE

Quelle différence avec la fermeture, quelques mois avant, d'Usinor-Thionville, qui reste comme un cauchemar dans la mémoire des sidérurgistes ! Bien sûr, les conditions n'étaient plus les mêmes : cette fois, à l'évidence, l'attaque contre l'emploi était telle que c'était lutter ou mourir. Plus question d'espérer de quelconque reclassement ici ou là... Plus question non plus de s'en remettre à des élections qui aboutiraient, peut-être, à des nationalisations... A Longwy, il n'était pas possible d'attendre, il fallait faire connaître partout le refus de toute la population du bassin face aux plans des maîtres de forges. A l'initiative des militants CFDT, la voie de la lutte s'est ainsi affirmée, ralliant le soutien de la population.

APRES LONGWY, DENAIN

Après Longwy, il y a eu Denain. La première fois que tout le pays a vraiment entendu parler des gars du Nord, c'est quand ils sont venus à Paris, et qu'au retour, ils se sont violemment affrontés aux flics à l'aéroport de Roissy. Puis, début mars, il y a eu ces provocations policières qui ont abouti à des affrontements particulièrement violents : toute la région quadrillée, flics attaquant les cars de sidérurgistes, la riposte des gars du Nord a été énergique. Quelques jours plus tard, c'était la manifestation à Denain, contre la répression, qui s'est transformée de fait en défilé derrière les élus PCF. Une fois de plus, le PCF tentait de reprendre en main le mouvement, avec sa campagne contre l'acier allemand et ses actions «responsables», en fait inefficaces.

On allait en avoir la preuve, avec la fameuse marche du 23 mars sur Paris, que la CGT décidait unilatéralement, tandis que la CFDT se refusait à cautionner une marche de tous les mécontents, dans laquelle les sidérurgistes seraient noyés. Et de fait, si la journée du 23 mars a rassemblé du monde, des travailleurs exprimant leur refus du chômage, on ne peut pas dire qu'elle ait fait progresser la lutte.

QUELLE UNITE, QUELLE LUTTE ?

Dès cette époque, la question de la coordination de tous les sidérurgistes se posait : qu'ils soient directement touchés par le chômage (Nord, Lorraine, région de Sedan), ou indirectement, par l'aggravation des conditions de travail dans les usines «performantes», comme Dunkerque ou Fos. Après les opérations «coup de poing», qui avaient eu pour principal mérite de créer une dynamique nouvelle et de crever la chape du silence, ne fallait-il pas passer à un autre stade, s'attaquer à la production, toucher directement à la poche d'Usinor et autres maîtres de forges ? Car pour l'instant, leurs plans de licenciements restaient pratiquement en l'état, si on excepte des mesures «sociales», dont les effets étaient et sont encore plutôt démobilisateurs... C'est de ces questions que les sidérurgistes ont commencé à débattre le 6 avril à Dunkerque, malgré de très grandes difficultés.

Meeting des sidérurgistes de Dunkerque devant les Grands Bureaux d'Usinor.

Ce jour-là, précisément, Usinor-Dunkerque était paralysé depuis plusieurs jours : les gars du parc à brames et des hauts-fourneaux étaient partis en grève pour 300 F et les conditions de travail, et l'ensemble de l'usine était lock-outé ! Et à la Solmer de Fos-sur-Mer, la situation était presque la même : la production continuait, mais parce que les sidérurgistes en avaient décidé ainsi : plusieurs secteurs de l'usine en grève, des milliers de sidérurgistes lock-outés, et l'acier produit inutilisable. Concrètement, à Dunkerque et à Fos, les sidérurgistes s'en prenaient donc à la production, contre les effets de la restructuration. Une lutte dure, où les patrons ont tout de suite joué la carte de la division en lock-outant massivement.

Pour autant, peut-on parler aujourd'hui de stade radicalement nouveau dans la lutte pour l'emploi ? Ce serait sans doute aller un peu vite en besogne, malgré tous les espoirs qu'on peut mettre dans la lutte des sidérurgistes... C'est vrai, que ce soit à Dunkerque, à Fos, et aussi depuis quelques semaines à Creusot-Loire-Firminy, de nouveaux secteurs sont entrés en lutte, ont fait mal à la production. Et c'est quelque chose de très positif, qui va de l'avant, et que les gars de Denain et de Longwy attendaient eux aussi. Cela dit, pour le moment en tous cas, il n'y a pas encore cette convergence consciente des luttes dans la sidérurgie. Ceux qui sont menacés de chômage, directement, et ceux des usines «performantes» ne sont pas encore coordonnés pour décider un plan de bataille plus global contre les maîtres de forges.

TOUT N'EST PAS DONNE, MAIS TOUT N'EST PLUS COMME AVANT

Quoi d'étonnant, si l'on regarde de plus près les obstacles, ici et là : dans le Nord et en Lorraine, la lutte cherche un second souffle. Il y a les pré-retraites, les primes de départ, avec lesquelles il faut compter. Il y a encore le point de vue que s'attaquer à la production dans des usines vouées à la fermeture, c'est faire le jeu du patron, accélérer les choses. A Dunkerque, à Fos, il y a la division entraînée par le lock-out, même si elle est moins importante que dans d'autres luttes. Sans parler des tactiques des directions syndicales, en particulier CGT, qui ne veulent pas organiser de grève dure dans les usines qui marchent, sous prétexte que c'est encore favoriser «l'acier allemand». Tous ces obstacles, qui ont commencé à être levés, ne peuvent disparaître en un jour, ni même en quelques mois.

Aujourd'hui, partout, les sidérurgistes combatifs cherchent les solutions, les initiatives concrètes capables de relancer l'action. A Denain, par exemple, le haut fourneau tournait ces derniers jours à deux coulées au lieu de trois, sans qu'officiellement les gars soient en grève. Faire mal aux patrons sans se retrouver à genoux au bout de 8 jours, se préparer à une lutte de longue durée, c'est à cela qu'ils réfléchissent. Car rien n'est donné pour l'instant : ni des formes d'action qui seraient valables partout, tout de suite, ni l'unité nécessaire à la lutte. C'est à cela qu'il faut travailler, avec patience : depuis 6 mois, les acquis ne manquent pas.

L'eau, la vie, l'argent

Par Philippe SANTERRE

Nous avons, au cours des articles précédents, montré clairement quelle était la gestion de l'eau en France, quelles étaient les ressources de celles-ci, enfin d'où venaient les sources de pollution de ces eaux. Certains essaient encore de nous faire croire que la pollution est la rançon du progrès. Nous allons essayer, dans le cours de cette page, d'avancer certains éléments permettant d'apprécier si une autre politique de l'eau est possible, qui soit compatible avec le développement industriel et agricole et avec la préservation de l'environnement. On développera donc deux aspects principaux :
— peut-on limiter les pollutions de l'eau ?
— peut-on gérer différemment les ressources en eau ?

PEUT-ON LIMITER LES POLLUTIONS ?

Il ne s'agira pas une fois encore de faire une revue complète des pollutions, mais dans les grandes catégories de pollutions, de voir si les moyens techniques existent pour les limiter, sachant que chaque pollution mériterait une enquête spécifique.

LES POLLUTIONS DOMESTIQUES

Une des grandes sources de pollutions domestiques en plein développement vient des emballages. De plus en plus ceux-ci sont faits de plastiques divers et de verre. Les emballages de verre sont de moins en moins recyclés. Les bouteilles elles-mêmes ont des formes de plus en plus différentes et sont pour leur fabrication de grosses consommatrices d'énergie. Un système d'unification des modèles de bouteilles et de récupération des bouteilles vides, aurait donc le double avantage de faire faire des économies d'énergie et de diminuer les pollutions.

Les emballages plastiques sont généralement faits de produits imputrescibles et dont la combustion dégage des vapeurs toxiques. Or, il existe des plastiques qui ne présentent pas ces inconvénients et la recherche dans ce domaine permettrait d'améliorer les choses. D'autre part, certains de ces emballages tels que les bouteilles, pourraient avantageusement être remplacés par du verre, ce qui serait tout avantage pour le consommateur, car les conservations de liquides dans le plastique donnent des goûts douteux (par exemple pour le vin).

Enfin la collecte des ordures ménagères, si elle se faisait en trois réseaux séparés, permettrait un traitement bien facilité et bien plus complet : papiers et cartons d'un côté que l'on peut alors facilement recycler (la preuve en est que le recyclage actuel est de 35 % mais pourrait être largement amélioré) ; épluchures et déchets biologiques d'un autre, qui, passant par des stations de traitement peuvent fournir soit des aliments pour le bétail, soit des engrais. Autres produits d'un troisième côté : ces autres produits peuvent alors être séparés facilement, les plastiques par flottation, les métaux par séparation magnétique.

LES POLLUTIONS INDUSTRIELLES

Les pollutions industrielles qui affectent les eaux sont extrêmement diverses. Mais dans beaucoup de cas leur traitement est théoriquement facile :
— les industries agro-alimentaires rejettent des déchets assimilables aux pollutions domestiques ;
— les industries métallurgiques rejettent des déchets assez riches en métaux qui, dans bien des cas, pourraient être concentrés et recyclés à condition d'être retraités en quantités suffisantes, ce qui nécessiterait des systèmes de collectes appropriées ;
— les hydrocarbures et les graisses minérales (raffineries, industries diverses, garages) peuvent quant à eux être dans une première phase séparés par des systèmes de déshuilage et de collectes des huiles usées. Le système existe mais n'est généralement pas appliqué. Les autres produits chimiques sont trop divers pour les passer en revue. Mais, il n'est pas du tout utopique d'empêcher la commercialisation d'un produit qu'on ne sait pas traiter.

LES POLLUTIONS AGRICOLES

Les engrais sont des sources de pollution non négligeables. Doivent-il être, de ce fait, condamnés irrémédiablement ? Non. Mais une bonne partie des engrais déversés le sont en pure perte : de manière générale, les engrais répandus en automne sont bien souvent inutiles pour les résultats agricoles, ce qui n'est pas le cas pour les engrais de printemps. Cependant, à chaque type de sol correspond une méthode optimale d'application des engrais qui nécessite une étude spécifique, ce qui permettrait des économies non négligeables pour les agriculteurs, en même temps que des économies d'énergie (il faut quatre tonnes de pétrole pour fabriquer 1,5 tonne d'engrais azoté !) D'autres solutions peuvent être envisagées : l'utilisation dans certains cas, notamment en pays sec, d'engrais dissous dans l'eau d'irrigation en utilisant l'arrosage au goutte à goutte : tuyaux d'arrosage percés à faibles débits permettant d'apporter à l'endroit voulu, aux plantes, la quantité d'eau et d'engrais nécessaire. Ici encore, se trouvent des possibilités d'économie d'eau, d'engrais, et d'énergie, et en retour une diminution des sources de pollutions.

LA POLLUTION DES CENTRALES

Là se trouve une grosse part des consommations d'eau (40 % de l'eau utilisée) et de pollutions, puisque cette eau ne sert qu'à réchauffer l'atmosphère (dans le cas des cheminées et tours de refroidissement), ou les rivières. Or, c'est une grosse part de l'énergie consommée qui s'en va ainsi en chaleur. Le problème se pose aussi dans toutes les industries. Dans le même temps, on utilise le fuel ou nucléaire par l'intermédiaire de l'électricité pour se chauffer. Ces pertes d'énergie, libérées sous forme de chaleur, dans la nature représentent 132 millions de tonnes d'équivalent-pétrole sur les 270 millions consommés en France, (soit près de 50 % !). Pourquoi ne pas utiliser ces eaux chaudes pour le chauffage des locaux d'habitations et de travail, pour la fourniture d'eau chaude aux particuliers et aux industriels, pour le chauffage des serres... Cela supposerait la constitution de nouveaux réseaux de distribution. L'économie et la diminution de pollutions à gagner n'en vaudrait-il pas la chandelle ? Le recours au nucléaire deviendrait-il alors vraiment indispensable ? Nos truites et saumons et nos rivières en général ne se porteraient-ils pas mieux ? Cela supposerait d'accélérer les recherches sur les pompes à chaleur.

L'AMELIORATION DES SYSTEMES D'EPURATION

Les stations d'épuration fonctionnent souvent très mal, parce qu'elles sont mal dimensionnés — souvent surdimensionnées au profit du constructeur — et rejettent des boues qui, bien souvent, sont envoyées directement dans les rivières. Or, ces boues peuvent produire des gaz combustibles comme le méthane — certaines fonctionnent d'ailleurs sans apport d'énergie — et des produits susceptibles de constituer des engrais ou de l'alimentation du bétail. La nature a conçu des systèmes d'épuration des eaux extrêmement efficaces, comme les forêts, les sols, les marais, dans lesquels la végétation joue un rôle primordial. Aujourd'hui, l'épuration biologique par les bassins de lagunage est encore très peu utilisée dans les stations d'épuration. On ne sait pas encore reproduire la nature, mais les recherches dans ce domaine sont très peu développées. Dans le même temps, on détruit les épurateurs naturels, marais ou autres... Là encore, se trouve une foule de connaissances à acquérir, ainsi que des sources d'économies non négligeables et de mieux-être à inventer.

■

Ceux qui vendent du verre, ceux qui vendent du plastique, ceux qui vendent des engrais, ceux qui rejettent les déchets de leurs industries dans les rivières, ceux encore qui vendent de l'eau en bouteille à un prix mille fois supérieur à celui de l'eau du robinet, tous ceux-là, on se le figure facilement, n'ont en réalité aucun intérêt à ce que soient mises en place les solutions que, pourtant, techniquement, il est possible de dessiner.

Que produire, et pour qui ? Cette question, qui condamne la société fondée sur le profit, est décisive également pour la sauvegarde d'une ressource naturelle aussi fondamentale que l'eau, celle qui est nécessaire à la vie, celle que le règne de l'argent dilapide sans vergogne.

Harmoniser les ressources en eau et les utilisations

On a vu au cours des précédents articles, les avantages et les inconvénients des eaux superficielles et souterraines. Les utiliser harmonieusement est possible à condition de bien les connaître. Cette connaissance est loin d'être acquise pour les eaux souterraines. Une autre politique de l'eau nécesite donc de souterraines. Une autre politique de l'eau nécessite donc de commencer par celà : constituer un inventaire précis des eaux connaître leur capacité par le développement des pompages d'essai, et constituer dans la mesure du possible des modèles informatiques de leur alimentation et de leur écoulement. Cela permettrait une connaissance des disponibilités en cours à chaque endroit. Les nappes sont, d'autre part, plus ou moins bien protégées des pollutions en provenance de la surface. Cela dépend des capacités des formations superficielles des terrains à jouer un rôle de filtre : l'eau des surfaces qui tombe dans une rivière souterraine par un gouffre n'est absolument pas filtrée, alors qu'une bonne épaisseur de sable fin au travers duquel les eaux d'infiltration vont percoler longtemps, l'aura déjà bien épurée. Des moyens existent de connaître ces qualités de filtre des terrains. On sait simuler une propagation de pollution avec des produits qui ne présentent aucun danger pour l'homme (certains colorants ou certains marqueurs chimiques). Cette connaissance permettrait d'établir des cartes de vulnérabilité des eaux souterraines à la pollution. Bien sûr, aujourd'hui, ces méthodes sont parfois utilisées, mais très localement et souvent quand il est trop tard.

De même pour les rivières, il serait nécessaire de connaître leur possibilité d'auto-épuration, qui ne sont pas négligeables mais tout de même limitées, afin de ne pas les dépasser.

INTERNATIONAL

Sud-Liban : Poursuite des bombardements sionistes

«METTRE UN TERME AUX AGRESSIONS CONTRE LE LIBAN»

C'est dans ces termes que le président libanais Sarkis s'est adressé à l'ONU. Dans la nuit de mercredi à jeudi, les vedettes israéliennes ont bombardé la ville de Saïda située à 40 kilomètres de Beyrouth. Les batteries côtières des forces palestino-progressistes ont riposté. Depuis 5 jours, les troupes sionistes harcèlent les camps de réfugiés palestiniens, les forces de la FINUL et la population libanaise, faisant de nombreuses victimes. Le bilan de l'agression sioniste est particulièrement lourd. Il s'élevait jeudi matin à 28 morts dont 4 enfants. Les forces palestino-progressistes ripostent avec vigueur contre cette nouvelle tentative pour briser la résistance palestinienne ; elles ont même réussi mercredi à repousser une colonne blindée de l'armée sioniste qui tentait de pénétrer au Liban en direction des villes de Marjayoun et de Deir Mimas.

Dans une interview accordée au *Figaro*, Yasser Arafat a mis en cause la passivité de l'Europe face au terrorisme de l'Etat d'Israël.

Répondant à la campagne de dénigrement déclenchée par les Etats-Unis et reprise dans la presse occidentale à la suite de l'action du commando palestinien à Nahariya, dimanche dernier, Yasser Arafat a violemment dénoncé les déclarations du département d'Etat américain. L'administration américaine a qualifié l'action de la résistance palestinienne de *«barbare»*, Arafat a repris ce qualificatif pour l'appliquer à l'utilisation par Israël de bombes à fragmentation contre les populations civiles libanaises et palestiniennes. Cette arme meurtrière utilisée par les sionistes lors de l'invasion du Sud Liban l'année dernière a déjà fait de nombreuses victimes parmi la population civile au Liban.

Cette bombe lourde libère dès son arrivée au sol 717 petites bombes rondes anti-personnel qui ont la particularité de se diviser en une multitude de fragments meurtriers. Cette bombe a été utilisée pour la première fois par les Américains au Vietnam, qui l'ont fourni à Israël en précisant hypocritement qu'elle ne devait être utilisé que *«contre des objectifs militaires»*. Cet engin de mort explosant à retardement a tué de nombreux enfants qui jouaient dans les prés ou des fermiers qui labouraient leurs champs, montrant dans toute sa réalité le terrorisme sioniste. Le leader palestinien a d'autre part violemment dénoncé le rôle des Etats-Unis *«directement responsables des événements sanglants qui se déroulent au Proche Orient»* et *«Carter qui encourage en connaissance de cause le terrorisme d'Etat israélien au Liban»*. Il a regretté le silence de l'Europe, *«sauf la France»*. Evoquant la violence des derniers raids sionistes au Liban, il a précisé que 42 Mirages et Phantom ainsi qu'une douzaine de F 15 ont participé au raid de lundi. Le dirigeant de l'OLP devait conclure sur l'incrédulité feinte par les pays occidentaux devant l'unité arabe et rappeler à cette occasion les résultats de la conférence de Bagdad : en particulier la rupture des relations entre l'Arabie Saoudite et l'Egypte, jugée impossible par certains il n'y a encore pas si longtemps.

F.R.

TROUPES VIETNAMIENNES HORS DU KAMPUCHEA (Cambodge)

SOUTIEN A LA GUERRE DE RESISTANCE DU PEUPLE DU KAMPUCHEA

Le Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France appelle à la MANIFESTATION à l'ambassade du Vietnam pour exiger le retrait des troupes vietnamiennes hors du Kampuchea

RASSEMBLEMENT
Samedi 28 avril-10h
Metro : la Motte Piquet Grenelle

• Afghanistan : rébellion au sein de l'armée

Depuis le 21 avril, une partie de la garnison de Djalabad s'est mutinée et tient toujours la caserne, aidée de l'extérieur par des civils. C'est la deuxième fois en quelques semaines qu'une rébellion éclate dans l'armée afghane encadrée par plusieurs milliers de conseillers soviétiques.

• Zimbabwe : condamnation des élections fantoches

Le comité spécial de l'ONU pour la décolonisation, réuni mardi pour sa première journée à Belgrade, a condamné à l'unanimité la mascarade électorale organisée par le régime raciste et colonialiste de Ian Smith au Zimbabwe. Aux Etats-Unis, les résultats des élections au Zimbabwe ont ranimé les espoirs des milieux conservateurs du Congrès américain d'obtenir la levée de l'embargo économique à l'encontre de Salisbury.

• Iran : cessez-le-feu fragile au Kurdistan

Mercredi, le cessez-le-feu était toujours observé à Naghadeh, où l'armée a laissé la place aux forces de la gendarmerie pour prendre position autour de la ville. Selon le Parti Démocrate Kurde Iranien, deux villages proches de cette ville auraient été mitraillés mardi par des hélicoptères, faisant 6 morts et plusieurs blessés.

NUCLEAIRE

LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS D'HARRISBURG

Les trois experts français envoyés par le gouvernement aux USA, à la suite de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island le 28 mars dernier, viennent de faire part de leurs premières conclusions à la commission d'enquête qui dépend du ministre de l'industrie.

Les experts français estiment, selon leurs premières conclusions, que les techniciens américains ont commis quelques erreurs. Les éléments fournis par cette commission d'enquête vont être maintenant soumis à une commission de «sages», nommés par Giscard.

La commission devra déterminer si des mesures concernant le renforcement de la sécurité dans les centrales françaises sont nécessaires. Son rapport, d'après Giraud, devrait être rendu public, et une nouvelle mission se rendrait aux USA pour étudier le comportement des autorités américaines lors de l'accident, et les moyens d'assurer une meilleure information sur l'utilisation de l'énergie nucléaire.

IL Y A ERREUR ET ERREUR

A noter que c'est certainement l'enquête la plus rapide qui ait été menée à la suite d'un accident. Sans doute faut-il en rechercher les causes dans le fait que celui-ci se soit produit à l'étranger, et que dès les premiers jours des erreurs de la part des techniciens avaient été révélées. On peut donc leur faire endosser une partie de la responsabilité, en expédiant de façon hâtive ou superficielle cette enquête. Quant à l'information, la quantité y est, avec notamment de luxueuses publications d'EDF; mais son objectivité fait l'objet d'un doute. Pourquoi toujours reculer le débat contradictoire ou un référendum, si ce n'est pour imposer un projet fortement remis en question par nombre de scientifiques, d'organisations et par les populations directement concernées par l'implantation des centrales ?

Toujours est-il que les experts américains de la NRC (commission de l'énergie nucléaire américaine) ne semblent pas être en accord avec les conclusions de la commission française, qui a tendance à faire reposer la responsabilité sur les techniciens de la centrale. En effet les experts de la NRC viennent de décider la fermeture de toutes les centrales du type de celle de Harrisburg, celles construites par la Babcok and Wilcox ; elles présenteraient en effet une «sensibilité» certaine aux accidents et leur contrôle serait aléatoire. Il s'agirait donc plutôt de déficiences au niveau de la conception ou de la fabrication, et non seulement d'erreurs humaines... Une mesure précédente avait d'ailleurs fait arrêter les réacteurs de ces centrales ; elles pourraient redémarrer une fois les transformations de sécurité «nécessaires» appliquées.

D'AUTRES PROJETS

Par ailleurs Giraud a annoncé que la CEE allait fournir un important concours au projet *Thermos*. Ce projet, mis à l'étude par le CEA (commissariat à l'énergie atomique), concerne un réacteur nucléaire producteur de chaleur, et pourrait être utilisé prochainement pour le chauffage urbain, ou la production d'eau chaude. Avec un réacteur d'une puissance de 100 ou 200 mégawatts, les chercheurs pensent pouvoir chauffer des villes de 200 000 habitants. Reste que le coût des installations de canalisations contraindrait à l'installation de ces réacteurs à proximité immédiate des grandes villes. Le CEA entreprendrait une expérimentation à échelle réduite à Saclay. Le ministre de l'industrie ouvre de nouveaux horizons à l'utilisation de l'énergie nucléaire alors que d'énormes problèmes sont très loin d'être résolus : sécurité aux différents échelons, transports des matières radioactives, traitement et stockage des déchets...sur les réalisations en cours. Une fuite en avant qui montre, s'il en était besoin, l'irresponsabilité de ceux qui aujourd'hui décident.

NON A L'EXTENSION DE LA HAGUE !

Trois communes voisines du centre de retraitement de déchets radioactifs de La Hague viennent d'organiser des référendums sauvages (non-officialisés par les autorités), à l'heure où le CEA projette d'agrandir le centre avec la construction de trois nouvelles unités de traitement. Les trois communes de Tonneville, Omonville-la-Rogue et Couville se sont prononcées à une très forte majorité contre l'extension du centre. Trois autres communes devraient bientôt se prononcer sur la même question, par les même moyens.

Accidents en URSS

Le ministre soviétique de l'Energie a confirmé à un membre d'une délégation américaine en visite en URSS, les bruits persistants faisant allusion à des accidents survenus sur des centrales nucléaires soviétiques. Les experts occidentaux estimaient en effet qu'il y avait eu en 1973 une explosion sur le surrégénérateur de Chevtchenko, sur les bords de la mer Caspienne, ainsi qu'une explosion en 1958 sur les monts de l'Oural.

Les confidences du ministre soviétique contredisent de façon cinglante les déclarations soviétiques au moment de l'accident d'Harrisburg, du style cocorico du gouvernement français, et dont L'Humanité *s'était fait complaisamment l'écho...*

P.C.

Premier mai de lutte en Europe

ITALIE

- **Occupations d'usines au Sud**
- **Manifestations dans plusieurs villes du Nord**

D'importantes manifestations ouvrières se déroulent ces jours-ci en différentes régions de l'Italie. Ces manifestations visent à peser sur les négociations en cours entre le patronat et les syndicats, pour réviser les contrats nationaux de travail dans les différentes branches industrielles ainsi que dans l'agriculture (ouvriers agricoles).

Dans le cours de ces négociations, le patronat et le gouvernement voudraient intégrer les syndicats à leur politique, en leur faisant cautionner l'austérité. Alors que le PCI, avec sa politique de «compromis historique» avait fait pression sur les syndicats pour qu'ils réalisent l'«auto-limitation» de leurs revendications, le bilan, pour les travailleurs, de la participation du PCI à la majorité gouvernementale, s'avère comme particulièrement négatif. Aussi, l'«autonomie syndicale» par rapport aux partis est une idée réaffirmée avec force, alors que la base rejette la politique d'austérité préconisée par ces mêmes partis.

Dans le Sud de l'Italie, s'est achevée mardi une semaine de luttes dans l'industrie chimique. L'action menée, surtout en Sardaigne, notamment à Ottana, avait comme objectif la relance de l'activité des usines fermées. Le problème du sous-développement du Sud, et de la suppression d'entreprises industrielles, dans le cadre de restructurations, qui frappent une région déjà bien mal lotie, était donc là au centre de la mobilisation ouvrière. Le patronat a violemment réagi aux occupations d'usines en les dénonçant comme une atteinte «au droit à la propriété privée». Une grande partie des entreprises chimiques de base d'Italie, localisées au Sud, ont été touchées par le mouvement. La semaine d'action s'est achevée par une manifestation régionale à Cagliari, où plus de 10 000 personnes ont réclamé la relance de l'activité dans les usines fermées.

Vendredi dernier, au Nord, des manifestations se sont déroulées à l'appel de tous les syndicats d'industries et de la campagne (salariés agricoles) dans quatre régions : le Piémont, les Pouilles, le Basilicat et le Molisé. Ces manifestations, auxquelles participaient des travailleurs de tout le groupe Fiat, ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Turin, Bari et Potenza. Le soutien aux occupations d'usines dans le Sud, était, avec les revendications sur les contrats de travail, un des principaux mots d'ordre des manifestations.

Ces manifestations sont en rapport direct avec la position dure adoptée par le patronat contre les points défendus par les plates-formes syndicales, tels que le droit à l'information, les réductions hebdomadaires d'horaires sans perte de salaires, l'amélioration de l'organisation du travail avec la réduction des cadences. Si le patronat du secteur public a fait quelques «ouvertures» en comparaison du patronat du secteur privé, sur les salaires ou les questions d'horaires, il exige «en contrepartie» de la FLM (la fédération unitaire des métallos) une prise de position publique en faveur de la «lutte contre l'absentéisme» des ouvriers. Le même patronat demande que le premier jour de maladie des ouvriers ne soit plus payé, l'argent devant aller à un fonds dont la gestion, qui serait confiée à un organisme public, reste quelque chose d'obscur. Le patronat voudrait ainsi faire cautionner par les syndicats une exploitation renforcée des travailleurs.

Dans l'industrie textile, les délégués syndicaux qui ont tenu une assemblée nationale la semaine dernière, ont décidé d'engager la lutte pour le renouvellement du contrat de travail qui expire en juin, en faisant le blocage des heures supplémentaires.

Toujours dans le Nord, le problème des conditions de travail a été mis en avant dans plusieurs mobilisations ouvrières récentes. Ainsi, à Porto Marghera, près de Venise, un accident intervenu il y a trois semaines dans une usine pétrochimique dont les installations sont vétustes et qui a coûté la vie à trois ouvriers, a suscité une importante mobilisation.

Mais, si la lutte se développe fortement à l'intérieur des entreprises, actuellement, des difficultés se présentent pour que les manifestations prennent plus d'ampleur à l'échelle nationale. Et le problème de la jonction avec d'autres mouvements, tel le mouvement étudiant, assez faibles actuellement, se trouve posé.

Pour le 1er mai, les manifestations sont organisées traditionnellement à l'appel exclusif des syndicats. Le PCI qui, l'an dernier, à la même époque, mettait en avant le mot d'ordre de : *«soutien à la politique d'union nationale et au gouvernement»*, est aujourd'hui dans une situation plus délicate, vu le bilan de sa politique.

CORRESPONDANCE

ALLEMAGNE : L'APPAREIL SYNDICAL CONTESTÉ

- ***Bauknecht grève de solidarité avec les travailleurs lorrains***

«La semaine de 35 heures sans baisse de salaire».

Une centaine de travailleurs de l'usine Himmel à Tübingen (usine faisant partie du groupe Bauknecht) a débrayé récemment pour manifester sa solidarité avec les travailleurs français en lutte chez Bauknecht-Valmont à Saint-Avold en Lorraine. *«Aujourd'hui eux, demain ça sera nous !»* ont souligné les syndicalistes de chez Himmel dans un tract expliquant aux travailleurs les raisons qui ont amené les métallos lorrains à entrer en grève et occuper leur usine : des bas salaires, de très mauvaises conditions de travail... De nombreuses discussions sur la situation et les luttes des travailleurs lorrains (une délégation des travailleurs de chez Himmel avait rendu visite auparavant aux travailleurs de chez Bauknecht en Lorraine) se sont engagées.

- ***Après la grève des sidérurgistes : scandale autour du vote du 8 janvier***

49,5 % des sidérurgistes avaient voté, en janvier, après 45 jours d'une grève extrêmement combative, pour la reprise du travail et pour le compromis négocié entre les patrons de l'acier et les dirigeants de l'IG Metall, compromis qui abandonnait entre autres la revendication centrale des sidérurgistes en lutte : la semaine de 35 heures. Beaucoup d'autres avaient voulu continuer, estimant que *«ce n'est pas pour ça qu'on a tenu bon pendant six semaines, dans la neige et la pluie !»*. Ils prévoyaient aussi les conséquences d'un tel accord pour l'avenir : *«Nous qui avons mené cette grève, nous savons que la décision de la direction de l'IG Metall de laisser tomber la revendication des 35 heures signifie en même temps : feu vert pour la suppression de 50 000 autres emplois dans la sidérurgie de Nordrhein-Westfalen.»* (dans un tract des délégués syndicaux de chez Thyssen-Hamborn).

Aujourd'hui, un nouvel élément a de quoi attiser la colère des syndicalistes et leur poser une nouvelle fois de sérieuses questions sur la politique poursuivie par les états-majors. Intrigués par le fait que la plupart des syndicalistes, avec qui ils avaient discuté, s'étaient montrés révoltés par ce compromis et étaient prêts, début janvier, à continuer la lutte, deux journalistes ont procédé à une enquête sur le résultat du vote. Cette enquête qui semble avoir été effectuée sur des bases tout à fait sérieuses, a révélé que le résultat global tel qu'il a été annoncé par les chefs de l'IG Mettal — résultat selon lequel les voix pour la reprise du travail étaient majoritaires — s'écarte de façon significative du résultat que l'on peut obtenir en additionnant tous les résultats réalisés dans les différentes entreprises sidérurgiques. Dans ce dernier cas, le nombre des «non» l'emporte sur celui des «oui». Certes, une simple majorité des «non» au compromis et à l'arrêt de la grève n'aurait pas permis la poursuite de la lutte : en effet, si 75 % des votes sont nécessaires en Allemagne fédérale pour décider d'une grève, 25 % par contre suffisent juridiquement pour l'arrêter. Une majorité de «non» par contre aurait discrédité encore davantage les dirigeants syndicaux, aurait rendu encore plus évidente leur trahison des intérêts des travailleurs. N'étant pas arrivée à briser la combativité des travailleurs dans la mesure qu'elle aurait souhaité, est-ce par ces sombres magouilles que la direction syndicale espère maintenir auprès des travailleurs allemands le sentiment de faiblesse et de manque d'unité ? Une manœuvre qui a le mérite de souligner une nouvelle fois combien l'appareil syndical est en contradiction avec des luttes victorieuses que la classe ouvrière ouest-allemande devra mener indépendamment et malgré lui.

- ***«Nous exigeons d'élire nos délégués syndicaux !»***

En cachette, derrière le dos de ses syndiqués, la direction de l'IG Chemie a essayé de modifier les statuts sur un point important : le recrutement des délégués syndicaux. Les délégués syndicaux sont, jusqu'à maintenant, élus par les travailleurs syndiqués d'une entreprise ; ce sont eux qui ont pour tâche d'informer, d'unir les travailleurs, de défendre leurs droits face à l'arbitraire patronal.

N'étant pas corrompus par des privilèges, ni liés à la réactionnaire législation sur l'entreprise qui oblige les membres du comité d'entreprise par exemple à maintenir la paix sociale et à coopérer «en toute confiance» avec le patronat, les délégués syndicaux ont souvent joué un rôle de premier plan dans les luttes, mobilisant pour la grève, défendant les intérêts et les revendications des travailleurs, y compris contre les directions syndicales. C'est cela qui gêne la direction de l'IG Chemie qui, maintenant, voudrait voir fixé dans les statuts que les délégués syndicaux peuvent également être désignés par la direction locale du syndicat. Cette manœuvre, ainsi que la répression qui a frappé le permanent de l'IG Metall qui l'a rendue publique (il a été renvoyé immédiatement) ont provoqué de forts remous à l'intérieur du syndicat. Dans plusieurs résolutions de protestation, les syndicalistes ont affirmé qu'ils refusaient de telles pratiques *«où le directoire se commande lui-même ses électeurs»*, et qu'ils ne seraient prêts à accepter que l'élection démocratique des délégués syndicaux par les membres du syndicat.

- ***Maintenant plus que jamais pour la semaine de 35 heures sans baisse de salaire***

Alors que la direction du DGB prépare un 1er mai paisible axé principalement sur les élections européennes, alors qu'elle passe sous silence sa trahison dans les dernières luttes qui a fait que toute lutte pour la réduction du temps de travail devrait être exclue jusqu'en 1984 (c'est ainsi que le dicte la loi, les travailleurs l'entendent autrement), de nombreux syndicalistes entendent faire du 1er mai le signe de leur volonté de poursuivre la lutte pour les 35 heures. *«En avant pour les 35 heures et contre les suppressions d'emplois»*, c'est le mot d'ordre que proposent pour le 1er mai les délégués syndicaux de Ortmann & Herbst à Hambourg dans une résolution que l'administration locale de l'IG Metall a reprise à son compte. Cette résolution souligne : *«Ce doit être la tâche de tous les responsables de l'IG Metall et notamment celle des délégués syndicaux de renforcer dans les entreprises et dans la population la discussion sur la garantie des emplois»* et de *«faire valoir la réduction du temps de travail hebdomadaire comme le moyen le plus efficace dans ce but»*.

BREJNEV «ACCUEILLE» GISCARD

• Attaque en règle contre la Chine
• Pressions pour faire admettre par la France les visées soviétiques

La moitié du discours de bienvenue prononcé par Brejnev, malgré son «refroidissement», en «l'honneur» de Giscard d'Estaing, a été consacrée à une attaque en règle contre la Chine. Faisant allusion à la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes encouragées et appuyées massivement, y compris militairement par l'URSS, Brejnev a tenu à mettre en valeur une prétendue «retenue» de Moscou, déclarant : «*Nous sommes pour la maîtrise de soi, pour une démarche pondérée*». Une nouvelle fois, comme il y a quelques semaines, dans une allocution télévisée, Giscard, en réponse, a tenu à rendre hommage aux dirigeants soviétiques pour leur «sang-froid». Ceci alors même que la virulence des propos antichinois de Brejnev en présence de Giscard vise à distendre les relations entre la France et l'Europe occidentale d'une part, et la Chine, d'autre part, dont la politique est un obstacle de taille aux préparatifs de guerre du Kremlin. Il s'agit du même coup de désarmer la vigilance en Europe vis-à-vis de ces préparatifs.

La réaction giscardienne est particulièrement préoccupante, elle reflète les tendances munichoises, les tendances aux marchandages favorables à la superpuissance soviétique qui sont présentes au sein de la bourgeoisie française.

Alors qu'à la veille du voyage de Giscard, les dirigeants soviétiques viennent, pour la première fois depuis dix ans, d'installer en RDA des missiles nucléaires d'un nouveau type à court rayon d'action, dont l'utilisation ne pourrait guère être que l'attaque contre des secteurs de l'Europe de l'Ouest, et qu'ils poursuivent ainsi le déploiement de leur dispositif militaire, ils entendent mettre l'accent dans les conversations franco-soviétiques sur la «détente» et le «désarmement». Alors que l'agression soviétique se poursuit dans la Corne de l'Afrique, en Afghanistan, en Asie du Sud-Est — en s'appuyant sur le Vietnam — Brejnev déclare à Giscard qu'il faut que «*la détente triomphe irréversiblement et partout sur le globe terrestre*».

L'ordre du jour de la visite de Giscard n'a pas été laissé au hasard par le Kremlin, et afin que nul ne l'ignore *Temps Nouveaux* l'a ostensiblement publié : «*La tâche capitale de toute l'humanité est de prévenir l'éclatement d'une guerre nucléaire... La vie exige... qu'on renonce à tout soutien direct ou indirect aux forces qui pratiquent une politique hostile à la paix* (*dans le jargon du Kremlin il s'agit des relations franco-chinoises*)*... Si les deux pays trouvaient aussi un langage commun en ce qui concerne les moyens pratiques de faire baisser le niveau de confrontation militaire en Europe... cela... améliorerait la situation.* (*L'initiative soviétique pour*) *la conclusion d'une sorte de pacte de non-agression... s'adresse aussi à la France*». Suivent divers points sur la politique internationale et les relations bilatérales. La substance même de la rencontre est, aux yeux de Moscou, la discussion sur les questions de défense et de désarmement et plus précisément la définition d'un langage commun, le plus proche possible des positions soviétiques.

Sur la base des relations franco-soviétiques tissées depuis 1966, les Soviétiques s'apprêtent à exercer sur la France une pression des plus fortes — non seulement au cours du voyage de Giscard mais aussi dans toute la période qui vient — pour infléchir dans le sens qui leur soit le plus favorable possible, la politique française. Ainsi, en matière militaire, Moscou reste hostile à la proposition giscardienne d'une conférence sur le désarmement incluant les armes conventionnelles en Europe, domaine dans lequel le Pacte de Varsovie dispose d'un net avantage. Par contre, Moscou fait pression sur Paris pour qu'il accepte d'inclure la force nucléaire française dans le cadre des négociations sur les armements stratégiques entre les deux superpuissances, ceci afin de limiter la capacité et la marge de manœuvre de la force française. Jusqu'ici, Giscard n'a pas cédé.

Maintiendra-t-il sa position dans l'avenir ?

1966-1979 : «RELATIONS PRIVILEGIÉES» ET PRESSIONS POLITIQUES DU KREMLIN

Les relations franco-soviétiques, telles qu'elles existent aujourd'hui, ont pris leur essor dans les années soixante et sont apparues longtemps comme originales, mais les évolutions qui ont modifié la situation de l'un et de l'autre pays dans le monde ont du même coup modifié les rapports entre eux.

En 1966, de Gaulle signe à Moscou la déclaration franco-soviétique qui affirme notamment que «*les États du continent doivent consacrer leurs efforts à la création des conditions nécessaires... à l'établissement d'un climat de détente entre tous les pays à l'Est et à l'Ouest*». C'est l'aboutissement d'une démarche au cours de laquelle l'impérialisme français et l'URSS ont établi des relations de plus en plus étroites, correspondant aux objectifs respectifs de l'un et de l'autre. La politique gaulliste visait à établir une autonomie marquée à l'égard des États-Unis, autonomie affirmée notamment par le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN en février 1966, l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, le discours de Phnom Penh qui dénonçait l'intervention US au Vietnam. Cette autonomie devait permettre à de Gaulle de conduire une politique européenne où s'affirmerait une moins grande dépendance de l'Europe à l'égard des États-Unis, la politique militaire française autonome, avec la possession de l'arme nucléaire, et le dépassement de la division de l'Europe instituée par les États-Unis au lendemain de la seconde guerre mondiale, devant en être, du point de vue francais, les conditions.

Pour l'Union soviétique, s'acheminant à la fin des années 1960 vers la transformation en une nouvelle superpuissance, les objectifs étaient autres : la mise sur pied d'un imposant arsenal fondé sur le développement de la flotte et le rattrapage du retard pris sur les États-Unis en matière nucléaire étaient en cours, accélérés depuis la chute de Krouchtchev. En développant leurs relations avec l'impérialisme français, les dirigeants soviétiques espéraient élargir une brèche au sein de l'OTAN et pouvoir en tirer profit en faisant la preuve que la politique de détente est possible, afin de pouvoir ainsi conduire une politique nouvelle et offensive à l'égard des pays européens.

Rapidement, les ambitions gaulliennes rencontreront leurs limites : dès la fin des années 1960, il était devenu manifeste qu'elles dépassaient les moyens disponibles pour les réaliser, qu'il s'agisse des réalisations industrielles ou de la puissance économique et commerciale. Nées au moment charnière où il était possible de secouer le joug américain sans avoir immédiatement à se confronter avec une autre puissance prétendant à l'hégémonie mondiale, elles seront laminées en même temps que la puissance soviétique s'affirmera.

LA TCHECOSLOVAQUIE ET LE REVE GAULLISTE

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, et l'occupation militaire qui l'a suivie, ont marqué l'irruption de la nouvelle superpuissance, l'extension de ses moyens déjà acquis et ont de ce fait, réduit à peu de choses le grand dessein gaulliste d'une «Europe de l'Atlantique à l'Oural». Cependant un ensemble de relations plus étendu qu'avec aucun autre pays occidental avaient été tissées par l'URSS avec la France. L'URSS entendait faire de la France le point d'appui de sa politique européenne concentrée autour de la mise en place de la détente en Europe, dès 1969, lorsque le Pacte de Varsovie a lancé un appel pour une conférence pan-européenne. L'impérialisme français, pour sa part, tout en resserrant, après le départ de de Gaulle, ses relations avec les Etats-Unis, poursuivait une politique de relations suivies avec Moscou qui contribuait à lui assurer une position originale et encore relativement autonome au sein du monde occidental.

Un second facteur va bouleverser les données de la politique française : en 1972 est signé

Brejnev est malade, mais l'agressivité du Kremlin est intacte...

l'accord SALT, sur les armements stratégiques, entre Washington et Moscou. La conférence pan-européenne dont les préparatifs agitent les chancelleries se fera en fait avec la présence des Etats-Unis après que les pays du Pacte de Varsovie aient accepté, en 1970, la participation américaine. L'établissement progressif d'un équilibre entre les deux seules puissances hégémonistes a créé une situation entièrement nouvelle. Malgré le refus affirmé notamment en 1972 - 1973 par Jobert, alors ministre des Affaires étrangères, de se soumettre au «condominium» américano-soviétique, la politique française devra se plier au moule de plus en plus rigide que celui-ci impose, d'une part parce que les Etats-Unis et l'URSS ont les moyens de dominer la politique européenne, d'autre part parce que l'impérialisme français sera soumis à une pression constante, de la part de l'URSS et au nom des relations privilégiées tissées jusqu'alors, pour qu'il accepte le contenu et les formes de la détente, selon le Kremlin. Malgré le refus opposé à toute participation de la France aux négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe, le gouvernement français devra accepter les autres modalités de la politique de détente qui culminera lors du sommet d'Helsinki d'août 1975 et consacrera non pas la fin de la division de l'Europe mais le partage de celle-ci en zones d'influence des USA et de l'URSS, celle de l'URSS étant reconnue comme quasiment inviolable. Helsinki, on le sait, va être largement mis à profit par l'URSS pour développer son potentiel militaire agressif.

LES RELATIONS FRANCO-SOVIETIQUES ET LES PROBLEMES DE DEFENSE

Bien que les relations franco-soviétiques aient toujours été présentées sous un jour flatteur, elles n'ont pas manqué d'être marquées par de violents coups portés par l'URSS pour obtenir des concessions politiques, notamment sur les questions de défense : en 1973 alors que le gouvernement français cherchait à instaurer une plus large coopération des pays européens en matière de défense, pour la première fois la *Pravda* a lancé une violente campagne de presse, à laquelle se joindra Marchais. Celui-ci envoya une lettre ouverte à Pompidou où il dénonçait la thèse du condominium URSS-USA comme «*contraire à la réalité et dirigée contre la détente*», il faisait siennes les assertions de Moscou contre les tentatives du gouvernement français de se dégager de la pression que font peser sur l'Europe les USA et l'URSS.

L'acte final d'Helsinki étant signé, les pressions soviétiques s'affirmeront de plus en plus pour obtenir un infléchissement de la politique française de défense ; d'abord parce que les Soviétiques veulent obtenir ce qu'ils nomment la «détente militaire», à laquelle ils entendent que la France se joigne, en se soumettant aux traités mis au point par les USA et l'URSS sur les armements nucléaires, et qu'elle participe aux négociations sur le désarmement sur lesquelles Russes et Américains ont la haute main. Ainsi en 1975 lors d'un voyage à Moscou, Giscard sera-t-il poussé à signer un communiqué qui, pour la première fois, s'étend longuement sur les problèmes de désarmement. Gromyko, en 1976, fera des déclarations à la presse parisienne telles que : «*La France pourrait adopter une attitude plus active en unissant ses efforts à ceux des autres pays qui veulent aussi travailler dans l'intérêt de la paix et de la détente*». Plus direct encore, Ponomarev, ne craignant pas l'ingérence grossière, s'adressera aux députés français en déclarant en novembre 1976 : «*Je ne cacherai pas que l'URSS voudrait voir la France participer plus activement aux efforts visant à trouver les moyens de limiter la course aux armements, d'interdire l'arme nucléaire*».

Cette prétention dominera encore le voyage en France que Brejnev effectuera en juin 1977, au cours duquel il ira jusqu'à demander à Giscard des explications sur sa politique de défense. S'il essuya un refus, c'est d'abord qu'il avait poussé les choses trop loin. Mais cela n'altéra pas les acquis matérialisés par une longue déclaration sur la détente. Cependant en août 1977 le gouvernement français recherchait les moyens de modifier sa propre politique concernant le désarmement et d'infléchir les orientations en cours. Ce fut le plan Giscard présenté en mai 1978 à l'ONU. D'une part il remettait en cause avec de nombreux pays du Tiers Monde la co-présidence soviéto-US sur la conférence du désarmement. Sur ce point satisfaction a été obtenue, mais sans que cela modifie sensiblement le cours des choses. D'autre part, il prévoyait une conférence européenne portant d'abord sur les armements conventionnels. Sur ce point sa position est d'abord très éloignée de celle du Kremlin qui veut que la négociation porte essentiellement sur les armes nucléaires, ensuite sans grand écho international notamment auprès des autres pays membres de la CEE.

L'acharnement mis par les Soviétiques à obtenir des gages sur la politique française de défense, les concessions politiques qu'ils ont déjà été en mesure d'obtenir au nom de la détente, la fragilité de la situation de l'impérialisme français, joints à la volonté actuelle du Kremlin d'effectuer des pas en avant vers ce qu'il appelle la «détente militaire» — en obtenant des concessions importantes des pays d'Europe occidentale dans ce domaine — donnent au voyage de Giscard son véritable sens : jusqu'où risque-t-il de céder face aux exigences soviétiques ?

Grégoire CARRAT

Le quotidien du Peuple

A LIVRES OUVERTS

LA FORCE DE VIVRE

Une interview du *Quotidien du Peuple* de Charly Boyadjian

▶ *Une des forces de ton livre, c'est de trouver les accents pour décrire une réalité qu'au fond on est des millions à connaître. Pourquoi as-tu ressenti le besoin d'écrire un tel livre ?*

Quand on vit une oppression et puis qu'on en souffre, et lorsqu'on prend conscience que cette situation est liée à un système bien précis, ça donne envie de faire connaître cette oppression à tout le monde. Ca passe par un livre, mais ça passe aussi par d'autres choses, des discussions quotidiennes. Tu as plus d'un million de personnes qui travaillent en 3×8 et qui sont complètement marginalisées dans leur réalité quotidienne, qui n'arrivent plus tellement à se repérer dans le temps, qui perdent des relations familiales ; et c'est un scandale énorme. Et c'est méconnu. Donc, le besoin d'écrire, c'est le besoin de dire, de faire connaître ce scandale. Il y a des scandales qu'on connaît, le scandale des prisons des immigrés, mais sur le problème des 3×8 il y a très très peu de choses, et le système s'en accommode bien. Il est gagnant au niveau de la rentabilité strictement économique : une machine est plus amortie lorsqu'elle tourne en 3×8, de 20 % à peu près. Mais en même temps, au lieu d'avoir 300 personnes qui travaillent ensemble, dans la mesure où on divise ça par équipe, on n'en a plus que 100 ; pour peu qu'on arrive à trouver d'autres systemes de division à l'intérieur de ces 100 personnes, on a des gens qui vivent la même oppression et qui ne se rencontrent jamais. Moi, je crois que le système essaie de rendre les gens de plus en plus seuls, et comme ça il est gagnant au niveau de l'oppression.

C'est comme pour le chômage : il y a à peu près 1 500 000 chômeurs, mais il n'y a pas d'explosion de révolte. Parmi eux, il y a des femmes, des jeunes, et des personnes plus âgées. La femme, par exemple, si elle est mariée, elle restreint le budget et le couple vit sur le salaire du mari. Les jeunes qui n'ont pas l'habitude d'être passés par des luttes, vont rester chez leurs parents. Et pour les personnes plus âgées, il y a une espèce de honte à se sentir chômeur parce que l'aspect principal c'est de se sentir rejeté. Et quand on se sent rejeté, on n'a pas envie de hurler sa révolte. A côté de ça, il y a les immigrés qui sont isolés par rapport à la classe ouvrière, et puis il y a les postés qui sont isolés par rapport à ceux qui ont des horaires normaux.

▶ *Il y a un aspect qui est particulièrement bien vu dans ton livre, c'est la grande fraternité, la grande chaleur dans les rapports entre ouvriers...*

Oui, mais dans une première période, quand on faisait des horaires très élevés, entre nous il ne se passait pratiquement rien ; le corps est trop fatigué pour être capable d'aller vers l'autre. Mais à partir du moment où il y a eu une période de chômage et qu'on a pu récupérer physiquement, on a commencé à échanger des tas de choses. L'envie de changer l'usine, c'est aussi lorsque la vie a changé un petit peu. C'est une chose qui peut être mal comprise, en dehors de l'usine. Il y a souvent des gens qui s'imaginent que plus les gens sont exploités, plus ils se révoltent. Ce n'est pas évident du tout, je crois. Moi, je suis persuadé du contraire : il y a un moment donné dans l'exploitation où la personne ne pourra même plus se révolter ; si elle le fait c'est souvent de manière individuelle, un coup de colère. Lorsque la personne est écrasée par des problèmes individuels. Quand tous les jours se pose le problème d'une survie quotidienne, c'est dur de penser à autre chose ; mais quand il se passe quelque chose de nouveau, ça peut changer, et c'est ce qui est arrivé, quand on s'est retrouvé au chômage partiel.

Il y a eu une perte de salaire, mais minime comparée à ce que ça nous apportait : moins de fatigue, et beaucoup de discussions, et puis au lieu d'avoir des week-ends de temps en temps, on en avait plus régulièrement, cela permettait de prendre contact avec l'extérieur. Et c'est à partir de ce moment, où on s'est senti mieux, qu'on a eu envie d'en avoir plus et donc de vouloir changer. Si on était resté dans le système oppressant, je crois qu'on ne se serait pas tous retrouvés dans le syndicat pour essayer de faire quelque chose.

▶ *Tu ouvres une question importante, sur le type de lutte à mener : s'agit-il de demander plus d'argent, plus de travail, ou s'agit-il de se battre pour un autre type de travail. Quel est ton point de vue à ce sujet ?*

Mon point de vue, c'est qu'il faut se battre pour un autre type de travail. Les revendications matérielles sont nécessaires, car il y a des gens qui profitent de ce travail, et donc essayer de réduire cette part de profit, c'est un enjeu important. Mais ce n'est pas en demandant 100 francs ou 300 francs que ça va changer le système : quelque temps après, le patronat récupère ça, pas de façon directe, mais en augmentant les prix et ta lutte est bouffée. Donc, il vaut mieux changer le système et moi, ce dont je rêve, ce n'est pas seulement le fait de supprimer les patrons mais de supprimer toute la structure mise en place par les patrons.

▶ *Dans ton livre tu montres bien les multiples aspects de l'exploitation...*

Tu as remarqué : dans les usines il n'y a jamais de fenêtres, on est sous les néons 24 heures sur 24 ; ou, lorsqu'il y a des fenêtres, en général, les verres sont dépolis, tu ne peux pas regarder à l'extérieur. Pour moi, l'exploitation à l'usine passe aussi par ça. En fait, on s'aperçoit que le système nous habitue à des trucs aberrants. Par exemple, je me suis rendu compte à un moment donné que régulièrement, lorsque j'effectuais un geste, je me brûlais, un petit peu, sur les mains, c'était très léger. Mais ce que je veux dire, c'est que même cette douleur-là, on oublie de se révolter contre elle, parce que cela fait partie de l'ensemble du système. La pointeuse aussi, c'est aberrant : si tu pointes une minute en retard, on te fait sauter un quart d'heure, alors que l'employeur sait très bien que pendant cette minute-là tu ne vas pas produire, parce que pour te mettre en route tu mets des fois 10 minutes ; mais ce n'est pas important pour lui. De même que pour partir, tu dois sortir à 1 heure précise par rapport à la pointeuse. Tu te sens complètement dominé par ces appareils, et c'est par là que passe aussi l'exploitation. Ca n'a aucun sens, si ce n'est de te maintenir dans un état de petitesse. Ca n'a aucun sens d'un point de vue strictement productif ; l'exploitation capitaliste, ce n'est pas seulement sur la production, mais sur tout ce qui fait la vie quotidienne. et c'est ça le plus dur à faire éclater.

LA NUIT DES MACHINES
Par Charly Boyadjian
Editions : La France sauvage

Rhône-Poulenc de père en fils

L'HISTOIRE EDIFIANTE D'UNE DYNASTIE DE PATRONS

Marcel Peyrenet raconte dans son livre l'ascension des maîtres de Rhône-Poulenc, les Gillet. De père en fils, ils ont rivalisé d'imagination pour bâtir leur empire par une exploitation des ouvriers particulièrement édifiante.

Le premier de la série quitte sa ferme, trouve femme bien dotée, et de teinturier de soie devient patron de 70 ouvriers vers 1840. Il joue la carte de l'innovation technique dans le traitement de la soie. Pour lutter efficacement contre la propagation des idées socialistes, il se distingue par la création, en compagnie d'autres patrons lyonnais, en 1871, de «L'Association catholique des patrons». Le principe en est le suivant : faire respecter *«le nom de Dieu et les principes chrétiens»* dans la fabrique. Dans la pratique, il n'embauche que des ouvriers chrétiens, contrôle leur pratique religieuse dans des églises qui lui appartiennent, fait éduquer leurs enfants dans des patronages qui lui appartiennent, loge les familles près de l'usine dans des logements qui lui appartiennent... Tel le marquis de Carabas, Gillet a tout, Gillet est partout.

Avec son fils, la notion de travail et de famille se complète par celle de patrie. La guerre de 1914 va être pour Joseph Gillet, l'occasion de diversifier la production de papa en ajoutant au textile artificiel la fabrication du chlore : ainsi, comme ses homologues allemands, Gillet s'enrichira sur les millions de gazés. Il ajoute un autre fleuron à son blason : son introduction dans le Crédit Lyonnais lui permettra d'associer le capital bancaire à son capital industriel.

A la troisième génération, celle d'Edmond Gillet, l'empire prend tournure : la crise de 1929 sera mise à profit pour absorber de multiples petites entreprises en difficulté. Aussi, lorsque Charles lui succède, les Gillet contrôlent le textile artificiel, deux trusts chimiques sur les 6 existant, et de plus ils s'adonnent à de multiples activités bancaires.

Par ailleurs, ils s'emploient à contrôler les ouvriers selon la tradition familiale : obligation pour toutes les ouvrières d'aller faire bénir leurs enfants le Jeudi saint. Pas question de se dérober sous peine de renvoi.

Mais en juin 1936, lors des grèves qui n'épargnent pas leurs usines, la domination des Gillet sera largement remise en cause.

Quelques années plus tard, Pétain trouve en Charles Gillet un parfait adepte. En effet, celui-ci devance les ordres de Vichy en mettant en place un service du travail obligatoire, avant même qu'il ne soit officiellement imposé !

«Il faut contenter le maréchal» ou bien *«l'envoi des volontaires doit correspondre à l'importance de la société»*, on comprend qu'après de telles phrases, Charles Gillet ait trouvé plus prudent de se mettre à l'ombre à la libération !

Mais, si le tableau est noir, il est encore incomplet : en 1941, *La Voix du Peuple*, journal communiste, révèle l'existence d'un fichier sur tous les ouvriers de la région lyonnaise, particulièrement riche en informations sur les activités politiques, syndicales. Ce fichier est tenu à jour par un certain Poidebard, Charles Gillet est son commanditaire

principal et a souscrit 30 % des actions !

C'est en 1954 que Charles Gillet réapparaît au conseil d'administration mais chut !... il y avait eu l'amnistie...

Avec Renault Gillet en 1972, reconversion et restructuration deviendront les 2 mamelles de Rhône-Poulenc. Pour Gillet, c'est la faute de *«la crise»* et au fil des années, fermetures et licenciements jalonnent ses décisions. *«Nous avons fait notre choix qui impose de regrouper nos forces sur les produits porteurs d'avenir, d'arrêter les secteurs dont les produits n'ont plus d'espoir de redressement et d'alléger vigoureusement nos structures».* Des mots qui résonnent encore, quand on pense aux licenciements massifs... Et Gillet d'ajouter : *«Nous sommes trop français»*, histoire de justifier la reconversion dans les pays du Tiers Monde.

Le fichier aussi s'est modernisé : il est devenu électronique !

Marcel Peyrenet a fait un travail précieux : il a fait la lumière sur une dynastie de patrons, renommée par son souci constant d'agir dans l'ombre avec fermeté et discrétion.

A travers l'histoire des Gillet, il a mis à jour les mécanismes qui ont présidé à l'évolution du capitalisme, depuis l'usine de 70 ouvriers au milieu du 19e siècle jusqu'au monopole qu'est actuellement Rhône-Poulenc.

En outre, il fournit des éléments de connaissance intéressants à ceux auxquels est dédié son livre : *«... à tous ceux qui depuis 1838 ont travaillé, anonymes, pour les Gillet, pères et fils. Ils n'apparaissent dans ces pages qu'en filigrane. Ils restent malgré tout, pour nous, le sel de la terre».*

Frédérique ARNAUD

LA DYNASTIE DES GILLET
LES MAITRES
DE RHONE-POULENC
Par Marcel Peyrenet 198 pages
aux Editions Le Sycomore

Les syndicats soviétiques invités par la CGT

DEFENSEURS DES OUVRIERS OU DE LA DICTATURE DE BREJNEV ?

• Au moment où, cette semaine, une délégation du Comité central des syndicats soviétiques se produit en France, effectuant une tournée notamment dans la région parisienne, à l'invitation de la CGT, *L'Humanité* ouvre ses colonnes à Alexis Chibaev, président des syndicats soviétiques et chef de la délégation.

Auprès des journalistes du quotidien du PCF, qui n'hésitent pas (20 avril) à vanter la *«contribution des syndicats soviétiques au développement de la démocratie socialiste en URSS»*, Chibaev se répand en proclamations du genre : *«Les syndicats deviennent à la fois partie intégrante et cependant autonome de l'ensemble des structures d'un pouvoir populaire authentique»*.

Prévenant les condamnations du rôle réel de ces syndicats, du moins Chibaev s'empresse-t-il d'ajouter : *«Il ne serait pas juste de juger nos syndicats à partir des concepts et des critères qui ont été définis dans les conditions d'un tout autre régime social fondamentalement différent»*.

Quel est en effet le rôle réel des syndicats soviétiques, sinon celui qui consiste à approuver, soutenir ou susciter les licenciements voire les emprisonnements ou les internements en hôpital psychiatrique d'ouvriers qui, comme l'indiquent les témoignages ci-dessous, ont commis pour seuls crimes d'avoir dénoncé les mauvaises conditions de travail ou la corruption des dirigeants d'entreprises.

Agissant de la sorte, n'est-ce pas plutôt des structures d'un pouvoir fasciste authentique dont sont partie prenante les syndicats soviétiques ? C'est bien la raison pour laquelle une résistance, difficile mais réelle, est apparue dans la classe ouvrière soviétique, notamment sous la forme de la constitution de syndicats libres, indépendants du pouvoir soviétique et des syndicats officiels. C'est ainsi que sont nés le syndicat indépendant de Klébanov puis l'«Union interprofessionnelle libre des travailleurs» qui, en décembre dernier comptait près de 2 000 membres.

Joëlle FECLAZ

«Les syndicats soviétiques ne défendent pas nos droits»

Ivanov Nikolaï Pavlovitch ; conducteur d'engins au combinat de traitement de minerai Sokolov-Sarbay de 1958 à 1976 ; membre du Syndicat libre :

J'ai été réprimé par l'administration en 1974 pour avoir exigé d'être payé pour mon travail, conformément à la législation soviétique. L'administration me muta, sans aucune raison, sur des travaux mal payés, elle me supprima illégalement les primes et m'adressa un avertissement pour avoir refusé d'accomplir un travail mal payé, bien que ma mutation n'ait pas été conforme à la législation du travail.

Au mépris des lois sur le licenciement, j'ai été mis à la porte en 1976 pour «rupture délibérée de la discipline du travail», alors qu'au cours des dix-huit années précédentes je n'avais fait l'objet d'aucune réprimande. J'ai été atteint d'une maladie professionnelle à cause des pénibles conditions du travail. Il n'existait pas de possibilité de me soigner, et l'administration n'avait pas le droit de me jeter à la rue, me laissant, ainsi que ma famille, sans aucun moyen de subsistance. Ma santé se détériore. Ma quête de justice auprès des bureaucrates soviétiques ne fait qu'aggraver ma situation qui est sans issue.

Il fut ensuite arrêté avec quatre autres membres du Syndicat libre pour s'être rendu à Moscou sans autorisation.

«Les syndicats soviétiques ne défendent pas nos droits et n'ont pas l'autorité nécessaire dans la mesure où ce sont des communistes qui occupent toutes les positions clés dans les syndicats, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas réussi à grimper dans l'appareil du parti. Tous sont ingénieurs ou techniciens et, s'ils ne sont pas réélus, ils se retrouvent sous les ordres des dirigeants de l'entreprise ; ne serait-ce que pour cette raison, ils suivent toujours l'avis de la direction.

Les élections syndicales sont purement formelles : les présidents des comités syndicaux sont élus et désignés par les dirigeants de l'entreprise, le responsable du parti dans l'entreprise et les dirigeants du comité régional du parti.

Voici comment cela se passe : les statuts prévoient un délégué pour dix syndiqués, élu à la conférence préparatoire.

Il faut noter qu'il n'existe aucune entreprise en URSS où les ouvriers et les employés ne soient syndiqués à 100 %.

Tout serait démocratique si... les délégués étaient élus au cours d'une assemblée générale, en présence de tous. Dans la pratique, pour être sûrs à l'avance d'être soutenus, la direction et le comité du parti ont recours au truc suivant : les délégués sont choisis par atelier ou par section. On convoque d'abord les ingénieurs et les techniciens à une réunion préparatoire au cours de laquelle le président du syndicat, d'un commun accord avec le comité du parti et le chef d'atelier, explique la bonne façon de «mener» les élections de délégués.

Ensuite, les élections ont lieu par secteur ou atelier. Comme le veut l'usage, le chef de secteur ou d'atelier «recommande» les personnes qui lui conviennent, c'est-à-dire qu'il inscrit leurs candidatures pour le vote ; ces derniers, en signe de reconnaissance, le proposent lui et ses contremaîtres ; de plus, dans chaque section, on fait passer un des employés de l'entreprise en arguant de son autorité ; pourtant, les employés élisent leurs propres délégués : on ne fait alors même pas allusion aux ouvriers, si bien qu'en fin de compte, alors que les employés sont dix fois moins nombreux que les ouvriers, ceux-ci ne soupçonnent pas que c'est pratiquement l'ensemble des ingénieurs et des techniciens qui se retrouve à la conférence, c'est-à-dire des personnes qui ont peu à cœur les intérêts des ouvriers.

Les délégués reçoivent de l'argent qu'ils n'ont pas à rembourser ; ils ont des buffets garnis avec abondance de produits rares et de boissons alcoolisées.

S'installent d'office à la présidence sans y avoir été invités : la direction de l'entreprise, les représentants du comité régional du parti, du syndicat de ville, le secrétaire de la section du parti ; ce sont eux qui s'occupent de l'inscription des candidatures, c'est-à-dire qu'ils inscrivent sur les bulletins les noms qui leur conviennent.

On n'inscrit aucune autre candidature ; c'est ainsi que les élections des membres du futur comité syndical sont réglées d'avance.

Vladimir Klebanov.

L'élection du président et la répartition des responsabilités se font autour d'une table chargée à craquer de nourriture et d'alcools achetés avec l'argent public, au tintement des verres qu'on lève pour les toasts.

Les «représentants» des organisations de base éliront à leur tour les syndicats régionaux et ainsi de suite».

Melentiev Mikhail Leonidovitch ; habitant Alma-Ata dans le Kazakhstan ; chauffeur à l'atelier 7 de réparation des transports urbains ; membre du Syndicat libre :

Pendant cinq ans, je fus un exemple pour le collectif de travail, un travailleur d'avant-garde. J'ai vingt années de travail derrière moi, j'ai refusé de participer au détournement et au vol de matériel. C'est pour cette raison que l'administration a commencé à me regarder d'un sale œil. En 1974, j'ai subi une opération à la suite de laquelle l'administration devait me fournir un travail moins pénible. Mais, au lieu de cela, non seulement ils me donnèrent un travail de force, mais encore le salaire s'est trouvé inférieur de 50 roubles à mon salaire précédent. Je déposai une plainte auprès de l'administration et au syndicat ; l'administration chercha à monter contre moi des ivrognes et des vauriens qui essayèrent de me battre.

Ils firent un constat mensonger, comme quoi j'étais venu au travail en état d'ivresse, et me licencièrent. Et cela bien que je ne boive pas et que je n'aie jamais été poursuivi pour des faits de ce genre. J'ai déposé une plainte devant le tribunal, mais elle n'a fait l'objet d'aucune enquête.

Le vaurien couvre le vaurien. Bien plus, un membre du comité régional du parti m'a déclaré : *«Va-t'en en Amérique si tu n'es pas content»*.

Koutcherenko Varvara Ivanovna ; habitant à Makhatchakala dans le Daghestan ; aiguilleuse dans une entreprise de conserves alimentaires ; membre du Syndicat libre.

L'administration et le comité syndical ont cherché à me licencier parce que j'avais dénoncé les vols de produits qu'ils avaient commis. Pensant que je quitterais volontairement mon emploi, la direction m'a mutée sur un autre poste avec diminution de mon salaire, alors que selon la loi le chef d'atelier ne peut le faire qu'avec l'accord du travailleur.

Je me suis adressée à la procurature et aux tribunaux de la République autonome du Daghestan, mais mes déclarations n'ont fait l'objet d'aucun examen. L'administration, voyant que je ne recevais aucun soutien, m'a licenciée soi-disant pour absence injustifiée. Cela ne correspond pas à la réalité puisque je n'ai pas refusé de travailler, tout en ne voulant pas travailler pour rien. Lorsque je me suis adressée à la réception de la production d'URSS, le procureur Boudersky a refusé de me recevoir et m'a envoyée de force à la milice. Là, ils me forcèrent à signer un engagement à quitter Moscou, bien que je n'aie commis aucun acte antisocial ou de vandalisme, ayant simplement déposé mes documents au CC du PCUS. En ce qui concerne les plaintes contre mes arrestations illégales des 8, 12 et 22 juillet 1977, plaintes signées par cinq et sept témoins et adressées à la *Pravda*, je n'ai à ce jour reçu aucune réponse.

J'ai été licenciée le 26 décembre 1972, mais, dans notre pays «bien-aimé», personne jusqu'à présent ne s'est soucié de moi ni du fait que je suis sans ressources.

On l'arrêta le 22 juin 1977 dans l'immeuble du marxisme-léninisme de la rue Gorki. Ils essayèrent de la faire interner dans un hôpital psychiatrique, mais le psychiatre qui l'examina refusa de l'hospitaliser. Elle fut donc illégalement détenue en cellule par le chef du centre de détention spécial n°2, le lieutenant-major P.V. Iefimov, avant d'être renvoyée sous bonne garde à Riazan, bien qu'elle vienne de Makhatchkala. Elle a participé aux conférences de presse du syndicat et, le 7 février 1978, elle était détenue pendant deux jours dans un hôpital psychiatrique de Moscou.

Extrait de l'appel à l'OIT adressé par le syndicat libre le 1er février 1978.

La lutte pour un syndicalisme libre

Le syndicat indépendant de Klébanov est apparu publiquement le 28 janvier 1978. *«Nous sommes la grande armée des chômeurs soviétiques, rejetés des entreprises pour avoir exercé notre droit de revendiquer, notre droit de critiquer, notre droit à la parole»*. Ils se sont retrouvés un peu au hasard dans les salles d'attente des bureaux des plus hautes instances du parti et de l'Etat, ayant en commun les mêmes motifs de licenciement, les mêmes demandes de réintégration. Ils décident alors de donner une forme collective et organisée à leur lutte, sachant qu'ils représentaient non seulement leurs propres intérêts mais les aspirations de milliers de travailleurs : les syndicats soviétiques ne remplissent plus leur rôle, ils ne défendent plus les travailleurs, il faut en construire de nouveaux. Ils se donnent des statuts, lancent un appel à l'OIT, aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux, publient la liste des 43 membres fondateurs avec de très nombreux témoignages, et se réclament de plus de deux cents candidats membres. Mais très vite, la répression s'abat. Klébanov, le principal fondateur du Syndicat indépendant, est envoyé pour la troisième fois en hôpital psychiatrique spécial, les autres dont les noms sont apparus publiquement sont poursuivis par le KGB, emprisonnés, internés.

Six mois plus tard, le 28 octobre 1978, l'«Union interprofessionnelle libre des travailleurs» est créée par Vladimir Borissov, militant ouvrier de longue date du mouvement pour les libertés démocratiques. Comme le Syndicat indépendant, l'Union refuse l'organisation sur une base territoriale ou professionnelle des syndicats officiels. Si les ouvriers sont soumis, selon leur profession, à différentes formes d'exploitation, ils sont tous privés des droits démocratiques élémentaires. La quasi totalité des membres de l'Union ont un emploi et pour des raisons de sécurité, seuls les membres élus au sein du conseil rendent publiés leur nom et leur adresse.

L'Union ne s'est pas donnée des statuts mais elle a défini un certain nombre de principes. Elle regroupe des gens ayant des positions politiques très diverses et se refuse à tout engagement qui la ferait dépendre de l'Etat et du parti. Elle a pour objectif la défense de tous les droits des travailleurs : les droits professionnels mais aussi «sociaux, culturels et politiques». Elle défend les travailleurs licenciés arbitrairement ou arrêtés pour des raisons politiques, et non seulement ses membres, mais tout travailleur qui lui en fait la demande. La répression l'a touchée comme le Syndicat indépendant mais en décembre, malgré les arrestations et les poursuites, elle comptait dix groupes de 150 à 200 membres. La plupart des membres du Syndicat indépendant qui ont échappé aux persécutions l'ont rejoint ou collaborent avec elle. La répression n'a pu ni étouffer ni briser la volonté de lutte de la classe ouvrière soviétique.

le quotidien du peuple

1er mai 1889 : les 8 heures par jour !

Il y a 89 ans de cela, le prolétariat international prenait massivement l'offensive contre la bourgeoisie en décidant de s'arrêter de travailler le 1er 1890 afin d'obtenir, entre autres revendications, la journée de huit heures.

Cette date, dont nul ne pouvait prévoir le si éclatant avenir, mérite qu'on s'y arrête afin d'en voir les raisons et les leçons que l'on doit en tirer.

1er mai 1906, sur la façade de la Bourse du travail : «A partir du 1er mai 1906 nous ne travaillerons que 8 heures par jour».

Aux origines du 1er mai, on trouve la vieille revendication ouvrière des huit heures. C'est en Grande-Bretagne, à travers une agitation qui dura de 1833 à 1847 et aux États-Unis que cette question avait été posée par les travailleurs avec le plus de vigueur. En novembre 1884 le congrès de la fédération des Trade Unions, réuni à Chicago, décide «*que huit heures constitueront la durée légale de la journée de travail à dater du 1er mai 1886...*». Pourquoi le 1er mai ? C'est à cette date que dans certains États américains, on faisait commencer et finir l'année pour les locations, les baux, les contrats, etc. Les martyrs de Chicago devaient payer de leur vie cette première expérience du 1er mai.

1888 : Répétition générale en France

En outre, à cette époque, l'idée de la grève générale, qui s'est répandue en France notamment par l'anarchiste Tortelier, coïncide avec l'aspiration du prolétariat à manifester sa volonté d'offensive à une date fixée à l'avance.

En France, où la question des huit heures avait déjà été défendue par Fränkel sous la Commune, la fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers, d'inspiration guesdiste, dresse au congrès de Bouscat (28 octobre 1888) un cahier de revendications prolétariennes. Jean Dormoy, secrétaire de la fédération nationale des syndicats et Raymond Lavigne, font voter une motion qui décide que *«1 - Le dimanche 10 février prochain, tous les syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France devront envoyer... une délégation chargée de réclamer les réformes suivantes :*

a) limitation à huit heures de la journée de travail ;

b) fixation d'un minimum de salaire...»

Le premier geste de l'internationale

Cette action, sorte de répétition générale du 1er mai, qui a pour but de «*sommer les autorités de donner force de loi aux revendications ouvrières*» eut un grand succès à l'étranger. On en parla à la conférence internationale socialiste de La Haye et on projeta de renouveler cette manifestation sur un plan international. Lafargue, qui dirige avec Guesde le Parti ouvrier français, fait part de ce projet à Raymond Lavigne qui est chargé de présenter une résolution dans ce sens au congrès international socialiste, qui devait se tenir salle Pétrelle à Paris du 14 au 20 juillet 1889.

Ce congrès qui rassemble les guesdistes, les blanquistes tendance Vaillant et la fédération nationale des syndicats, donne naissance d'une part à la IIIe Internationale, d'autre part au 1er mai grâce à la résolution de Lavigne :

«Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail...»

Ce projet est approuvé par Liebknecht et Bebel, malgré les dangers que cela représente pour les socialistes allemands.

Les collectivistes en pointe

Ainsi, le prolétariat international fixait le moment où il allait demander des comptes à la bourgeoisie, dépassant les contingences de la lutte quotidienne qui subit les événements plus qu'elle ne les dirige. Dans tous les centres industriels touchés par la décision du congrès de Paris, on prépare le 1er mai. A Paris même, une commission de 50 membres, où dominent les guesdistes, prend en main l'organisation de la journée. Les collectivistes, qui révèlent alors leur aptitude à conduire une grande action ouvrière, ont à faire face à des obstacles divers. Outre le pouvoir qui intensifie sa répression (condamnation de Zévaco et Malato, arrestation de S. Faure, Tortelier, Louise Michel, etc.), les organisateurs trouvent devant eux certains possibilistes et socialistes indépendants (Jules Joffrin, Basly) qui, selon un rapport de police, «*se prodiguent littéralement pour empêcher la manifestation, engager les ouvriers à rester à l'atelier*».

De son côté, le pouvoir, en proie à une véritable panique, met sur le pied de guerre une véritable armée de répression composée de 5 150 cavaliers, 15 000 hommes de troupes, 1 200 gardes républicains et 3 500 policiers. On fait répandre du sable sur la place de la Concorde et sur les grands axes pour préparer les charges de cavalerie.

Malgré les menaces

Beaucoup de patrons annoncent que l'ouvrier qui chômerait le 1er mai serait irrémédiablement renvoyé. Des bruits inquiétants sont colportés par les mouchards de la police : «*On a entendu dire à des ouvriers des abattoirs qu'ils descendraient avec leurs couteaux*», alors que certains ouvriers voient dans le 1er mai une signification messianique : «*Toutes les corporations, le peuple enfin se réunit. C'est le grand jour*» proclame une affiche de l'Isère.

Ces deux conceptions de la grève générale s'opposent dans la préparation de la journée : si les guesdistes et les blanquistes veulent en faire une journée pacifique, comme ce sera le but de Pelloutier et Briand, pour d'autres, les anarchistes entre autres, la grève générale doit être le prélude à l'action : «*En tous cas, le 1er mai sera l'aurore de la révolution*» s'écrie l'anarchiste Villaret à la salle des Enfants du Faubourg, le 24 avril 1890.

En masse

Le jeudi 1er mai 1890, le prolétariat manifeste en masse à Paris et en province. Ailleurs en Europe, dans les pays les plus industrialisés et aux États-Unis, la journée connaît une ampleur impressionnante. En Grande-Bretagne, le dimanche 4 mai eut lieu une réunion de masse à Hyde Park à Londres, ce qui fit écrire à Engels que «*la classe ouvrière anglaise a rejoint la grande armée internationale*».

A Paris, dont les beaux quartiers se sont vidés de leurs bourgeois paniqués, la journée est marquée par une manifestation de plusieurs milliers de personnes qui accompagnent la délégation au Palais Bourbon, mais les manifestants sont dispersés, malmenés et parfois arrêtés (300 personnes, prises au hasard dont... Mac Mahon) par des policiers largement approvisionnés en vin. En province, on constata des mouvements dans 138 localités. A Vienne, sous l'impulsion des anarchistes, la manifestation prit un tour violent et le chômage fut presque complet : la cavalerie chargea sabre au clair et des barricades furent érigées.

Par-delà les frontières

Dans un premier temps, le 1er mai 1890 entraîne une vague de grèves (Roubaix, Gand) touchant surtout les bassins houillers et les ouvriers du textile. Mais aussi le 1er mai féconde l'organisation ouvrière par la création de syndicats (textile, métallurgie) et pour l'élargissement de l'audience des socialistes révolutionnaires.

Après un premier moment de panique, la bourgeoisie se rassure devant l'allure pacifique de cette première manifestation ; mais, dans le même temps, elle ne peut pas manquer de s'inquiéter devant cette mobilisation ouvrière, le même jour, par-delà les frontières.

Les luttes ouvrières qui, ce jour-là, convergent sur une même et grande revendication, la journée de 8 heures, acquièrent unité et force. N'est-elle pas d'ailleurs, dans l'œuvre de Marx, un des aspects essentiels et permanents de la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Autre chose que le muguet

A long terme, cette manifestation exprime la montée irrésistible du prolétariat passant la revue de ses forces grandissantes, s'exprimant par une unité d'action et une fraternité internationale toujours plus accentuées. Bien sûr, le 1er mai connaîtra des fortunes diverses : en 1891, il voit l'assassinat, par la troupe, de 10 prolétaires à Fourmies et des poursuites contre des anarchistes de Clichy. En 1906, il marque une offensive du prolétariat. En 1917, pour la première fois en Russie, le 1er mai est fêté dans un enthousiasme délirant et devient une fête légale ; en 1936, il est souillé par Hitler qui en fait une «*journée nationale du travail*» ; en France, il est institutionnalisé en 1947.

Le 1er mai, à son origine n'a jamais été ni une «*fête du travail*» ni une fête du muguet. En transformant ce jour de «mort sociale» décidée par le prolétariat en fête légale, la bourgeoisie a tenté de désamorcer le contenu explosif du chômage volontaire généralisé. Il faut rappeler, avec un militant ouvrier, que «*la journée, loin d'être payée, était presque toujours la date d'un changement de patron*».

Aujourd'hui, les 35 heures !

Cependant, il faut nous réapproprier ce jour, et le transformer en un 1er mai de lutte de classes. Si prenant appui sur nos prédécesseurs, leurs luttes et leurs victoires; nous avançons désormais la réduction de la semaine de travail à 35 heures, il faut déclarer au capitalisme, comme le faisait Clara Zetkin : «*Je te demande un acompte sur ta dette, une garantie de mon entière émancipation que je vais t'arracher un jour*».

Ce n'est, en effet, qu'un acompte et nous ne ferons pas l'économie d'une révolution.

1er mai 1979 : les 35 heures par semaine !